

arsenal

CIBLE

Comment mettre fin à l'implacable dialectique d'un tourisme de masse qui ravage les pays pauvres tout en permettant leur développement ?

THEME

vivre demain Quelle est donc cette mystérieuse fatalité qui oblige les Français à démolir leur cadre de vie en s'entassant dans de grandes concentrations urbaines ? N'est-il pas possible d'imaginer un nouveau style de vie qui restaure les relations humaines tout en conservant les acquis du progrès technique ?

IDÉES

Ontologie du secret La thèse magistrale de Pierre Boutang renoue avec la grande tradition philosophique tout en étant créatrice. "Un monument" (Gabriel Marcel) dont les implications remettent en cause une civilisation qui avilit.

TENDANCE

Dilution de la cellule familiale, mirage de l'université, révolte contre un travail sans finalité, autant de questions brûlantes posées par une jeunesse en crise et prête à toutes les aventures.

ENTRETIEN

Auteur d'un projet original pour un urbanisme nouveau, François Mirc cherche à redéfinir la place de l'architecte dans la cité.

revue mensuelle

JANVIER

n° 9

le numéro 8frs



chaque jour lisez **COMBAT**

Vous trouverez des rubriques spéciales :

Beaux-arts le **Lundi**

Tourisme le **Mardi**

Lettres **4 pages** le **Mercredi**

Mode le **Samedi**

**QUOTIDIEN
LIBRE D'INFORMATION**

message

en vente dans tous les kiosques

arsenal

Une revue comme les autres, ou différente des autres ? Nous nous en voudrions de trancher sur ce point, laissant ce soin à ceux qui nous lisent.

Du moins pouvons-nous dire ce que nous sommes et ce que nous voulons. Ce que nous sommes ? Sans doute des aventuriers qui refusent d'être de simples marchands de papier. Certainement des hommes libres, puisqu'ils ne dépendent d'aucune puissance financière ou idéologique.

D'aucuns diront des rêveurs. Nous en ferions alors de bien étranges, soucieux que nous sommes d'agir sur notre temps.

Mais l'action n'est qu'un mirage lorsqu'elle s'applique à une réalité que l'on connaît mal. Dans une société où tout paraît vaciller, dans un monde qui semble tourner plus vite, il est bon d'accorder un peu de son temps à la réflexion, sous peine de se laisser emporter par le torrent de la vie, sans plus jamais être en mesure de démêler l'éphémère du durable, l'apparence du réel, la vérité de l'erreur.

Discerner les tendances, analyser les idées en s'efforçant de retenir les plus fécondes, donner la parole à ceux qui pensent et qui agissent, mais aussi prendre parti sans complaisance, refuser les idées fausses sans souci de la mode, affirmer ce que l'on croit et dire ce que l'on veut, tel est l'essentiel de notre projet.

La cité, dans toute sa complexité, sera notre domaine. Et le bien commun notre ambition. Le champ est vaste et notre projet peut paraître démesuré. Mais l'enjeu est tel, et l'indifférence si grande, qu'il n'est que temps de s'en préoccuper.

SOMMAIRE

Arsenal n° 9

CIBLE

heureux qui comme ulyse...
par Bertrand Renouvin 4

THEME

Vivre Demain
échapper à l'enfer urbain
par Michel Giraud 9
"imaginer autre chose"
essai de François Mirc 20

IDEES

L'ontologie du secret
par Gérard Leclerc 31

TENDANCE

Crise de la jeunesse,
crise de civilisation
par Arnaud Fabre 36

ENTRETIEN

L'architecte dans la cité
entretien avec François Mirc 44

LECTURES

NOTES

ARSENAL

Bulletin d'abonnement 57
Circuit de distribution 58

heureux qui comme ulyse ...

par Bertrand Renouvin

C'est quelque chose d'irrésistible. Chaque année, le retour de l'été me pousse à partir loin, le plus loin possible. Ce fut d'abord la France. Puis, comme tout un chacun, la péninsule ibérique. C'est aujourd'hui l'Europe balkanique et la Méditerranée orientale, chaque voyage suscitant de nouveaux désirs et nourrissant les rêves de l'hiver. Il suffit d'une montagne aperçue dans le couchant, d'une côte noyée de brume, d'un simple poteau indicateur. C'est l'Anatolie entrevue depuis l'acropole de Pergame, la route de Trébizonde ou de Gorème, la chaîne du Rhodope ou le chemin d'Antioche. Mais les jours sont comptés et la route trop longue pour qu'on puisse poursuivre un voyage que le nombre des étapes à atteindre pourrait rendre sans fin. On rentre donc, non sans s'être promis de revenir percer le mystère des choses et des êtres qu'on n'a pas eu le temps d'approcher.

Il n'y a là rien de bien original ni de très difficile. De tous temps, les hommes ont été attirés par le voyage — et par l'Orient . . . — et il suffit aujourd'hui de quelques heures d'avion pour se retrouver à Kaboul ou au pied des Pyramides. Je préfère quant à moi l'automobile qui permet de délicieuses attentes, une découverte progressive, une familiarité plus étroite avec les êtres et les lieux. Car tout change dès qu'on a franchi les limites des sociétés de consommation. La route devient poétique avec ses ânes ou ses

chameaux, ses bergers et leurs troupeaux de moutons ou de buffles, ses sources fraîches et ses ponts de planches vermoulues. Et la voiture, ici prison ou cercueil, devient un moyen privilégié d'évasion, l'instrument docile de la fantaisie du voyageur. Je dirai même qu'elle facilite les relations humaines : elle renseigne sur la nationalité et indique à l'autochtone qu'il a affaire à un voyageur et non à un simple touriste. Comment n'estimerait-il pas celui qui a parcouru deux ou trois mille kilomètres pour admirer les paysages qui lui sont familiers et savourer le café de son village ? Aussi ne peut-on manquer de devenir son hôte et bien vite son ami.

Fuite et quête, réalisation d'un rêve né de l'évocation d'un nom ou de la lecture d'un livre, le voyage est tout cela à la fois et d'abord, peut-être, la recherche d'une qualité et d'une simplicité de vie, d'une chaleur dans les rapports humains qui font de plus en plus défaut aux sociétés d'abondance.

Il convient sans doute de ne pas trop idéaliser ces sociétés traditionnelles, en faisant ressembler le Grec ou l'Afghan d'aujourd'hui au célèbre sauvage de la littérature du dix-huitième siècle. La vie dans la campagne balkanique ou anatolienne n'est certainement pas une idylle et le souvenir attendri que l'on garde du paysan hospitalier, du berger amical ou de la vieille grecque qui vous a serré sur son cœur ne doit pas faire oublier la misère, la malnutrition et la proportion élevée d'enfants anormaux qui caractérisent certaines régions.

Faut-il souhaiter que les choses restent en l'état, pour notre équilibre d'Occidentaux repus mais meurtris ? Souhaits ou regrets ne sont en réalité plus de mise, tant la progression des valeurs et des techniques occidentales paraît invincible. Le tourisme est bien sûr le vecteur principal du développement, faisant surgir d'innombrables hôtels, suscitant de multiples commerces et apportant les devises indispensables. Déplorera-t-on qu'en Grèce, d'année en année, la nourriture devienne plus riche et plus variée, les routes meilleures et l'aisance matérielle plus répandue ?

Mais doit-on pour autant se cacher les ravages du tourisme de masse et ce qu'un économiste français appelait le « scandale du développement » ? Dispensateur de richesses matérielles dans certaines catégories de la population et dans les régions les plus attrayantes du pays, il heurte les hommes et détruit les sites en même temps qu'il ôte au voyage une grande partie de son charme. Il faut imaginer quel peut être le choc ressenti par une population musulmane lorsqu'elle voit débarquer d'un car climatisé une cinquantaine d'Américaines en mini-jupes. Il faut savoir que les environs d'Athènes et d'Héraclion, que certaines plages de Grèce et de Turquie prennent des allures de Costa Brava, et que certains hôtels sont construits dans les ruines de forts vénitiens (à La Canée par exemple) ou au milieu de sites qu'ils ne peuvent manquer d'enlaidir.

Bientôt, on pourra « faire » la Grèce comme on « fait » aujourd'hui l'Italie circulant sur des autoroutes à bord de luxueux autocars, dormant dans des hôtels internationaux construits par des sociétés américaines et visitant, selon un horaire minuté, les lieux célèbres qu'on veut bien vous montrer en même temps qu'à des milliers d'autres victimes des industriels du tourisme. Ceux-là se soucient peu de tuer le voyage en exploitant l'attrait qu'il représente, de massacrer les pays en faisant miroiter leurs richesses naturelles et artistiques et de détruire l'âme des peuples en les confrontant brusquement au clinquant des sociétés techniciennes. Et les gouvernements s'en font les complices, soucieux qu'ils sont de l'équilibre de leur balance des paiements et de la rentabilisation de leurs équipements.

Ainsi, d'année en année, la société de consommation s'étend comme une lèpre, charriant ses mythes et ses contradictions, semant un peu de sa richesse matérielle et transportant ses germes mortels. Elle triomphe sur la Costa Brava et en Dalmatie, elle menace l'Attique et le Péloponnèse, elle bat la côte turque, d'Izmir à Bodrum, elle a déjà submergé quelques îles grecques et en balayera bientôt d'autres dont je tairai les noms.

Pessimisme ? Il est vrai qu'à défaut de monuments noyés dans le béton ou ruinés par l'oxyde de carbone, à défaut de paysages submergés de « buildings », en l'absence d'hommes relégués au rang de serveurs ou d'amuseurs publics, il restera toujours le soleil, la mer toujours bleue et la douceur des nuits méditerranéennes. Mais, encore que les fumées d'Eleusis obscurcissent le ciel d'Attique et que le goudron rende parfois la mer suspecte, faut-il vraiment détruire des pays entiers pour vendre l'assurance d'un corps parfaitement bronzé ?

Mais que faire ? Pour éviter que les plages de Grèce, de Turquie et d'Afrique du Nord ressemblent dans dix ans à celle de Miami, de Torremolinos ou de notre Côte d'Azur, faut-il préconiser la constitution de réserves géographiques et humaines où les indigènes vivront dans leur pauvreté ancestrale pour que nous puissions retrouver le temps d'un été le charme des civilisations traditionnelles ? A moins que l'on tente, avant qu'il ne soit trop tard, de définir une autre politique du tourisme, dégagée de la dictature des marchands de soleil, et une nouvelle philosophie du développement économique qui romprait avec les mythes et l'infamale logique des sociétés techniciennes. C'est affaire d'imagination et de volonté, mais aussi d'intérêt bien compris. Car on se lasse vite de parcourir des milliers de kilomètres pour retrouver au bout du chemin le même univers uniformisé et massifié. Aussi, l'année prochaine, il faudra traverser d'autres mers et franchir d'autres frontières pour ne pas être déçu par ce qu'on a rêvé et pour retrouver une chaleur qui ne soit pas seulement celle que dispense le soleil de la Méditerranée.



thème
Vivre demain



vivre demain

Les statisticiens les plus officiels l'affirment, il faudra construire d'ici à l'an 2000 à peu près autant de logements qu'il en a été fait jusqu'à présent. Mais doit-on tenir pour inéluctable que 85 % de la population habitera alors en ville ? C'est pourtant l'option actuellement retenue par les pouvoirs publics, comme par les collectivités locales.

Ainsi la région parisienne doit-elle prochainement s'enrichir de cinq « *villes nouvelles* », Evry, Melun-Sénart, Saint-Quentin-en-Yvelines, Marne-la-Vallée et Cergy-Pontoise. Tandis qu'en Province, Villeneuve-d'Asq doit se développer à la périphérie de Lille, L'Isle-d'Abeau à celle de Lyon, Le Vaudreuil à celle de Rouen, et Fos bien sûr devrait, sur les rives de l'Etang de Berre, atteindre à la dimension d'une nouvelle Marseille.

Ailleurs il ne s'agit plus de « *villes nouvelles* », mais de « *grands projets* », Bobigny et Créteil aux portes de Paris, La Source à Orléans, Le Mirail à Toulouse ou encore Bordeaux-Nord.

Tout est paré, semble-t-il. Et pourtant !

Est-ce le béton, le verre ou l'acier qui s'y prêtent mal ? Est-ce la brutalité avec laquelle surgissent les villes tracées à la règle et à l'équerre ? Est-ce cette réputation, bien souvent méritée, d'uniformité de l'architecture moderne qui décourage ? Un fait est certain : la vie, l'âme sont absentes de ces cités nouvelles. De même, n'auront-elles pas bientôt disparues d'un Paris en passe d'être réduit, de Vincennes à la Défense, à un interminable boulevard Haussmann, ou à un gigantesque Maine-Montparnasse ?

Nuisances architecturales mais aussi pollution atmosphérique croissante, transports insuffisants et épuisants, centres-villes qui se vident de leurs habitants au profit de bureaux.

Alors que faire, puisque malgré tout il faut « *VIVRE DEMAIN* » ?

D'abord, nous dit Michel Giraud, « *Echapper à l'enfer urbain* ». L'image est frappante, mais elle recouvre une réalité quotidienne pour des millions de Français.

Ensuite, il faut « *oser imaginer autre chose que ce qui existe* », comme nous le propose François Mirc, architecte D.P.L.G., auteur d'un projet audacieux, qui pourra étonner, mais dont le moindre des mérites n'est pas ce refus d'une « *fatalité* » nullement inéluctable, ce choix ambitieux d'un mode de vie pour demain. Projet parmi d'autres, sans aucun doute ; projet qu'il faut lire en gardant présent à l'esprit l'absolue nécessité pour l'homme de dominer son destin.

ARSENAL

thème

échapper à l'enfer urbain

par Michel Giraud

En 1846, la France était campagnarde à 75,6 %. En 1975, elle sera urbanisée à 75,6 %. Elle se sera retournée tête-bêche. Trop vite. Une civilisation n'évolue pas aussi vite sans déraciner ses individus. » (1)

La révolution urbaine a peut-être été trop rapide. Elle s'est surtout faite au hasard, sans idée directrice, sans imagination.

Comme dans toutes les sociétés industrielles qui ont vu leur population agricole diminuer au profit d'autres activités, le passage à l'urbanisation n'a pas été exempt d'erreurs dans notre pays : séparation étanche entre vie urbaine et vie rurale, fixation de densités humaines excessives dans les zones industrielles liées aux ressources du sol (les cités « carbonifères » des bassins miniers, dénoncées à juste titre par Lewis Mumford), développement hypertrophié de la capitale, monotonie de villes

construites « pour les affaires » et non pour l'agrément ou encore destruction de paysages entiers.

Tous ces bouleversements se rejoignent sur un point : au lieu de libérer l'homme des servitudes anciennes pour en faire le sujet actif de son histoire, ils l'ont enchaîné à une mécanique dépersonnalisée, sorte de « *Puissance des Choses*, » qui écrase tout ce qui ne se plie pas au nouveau mode d'existence.

Un par un, les pays reviennent en arrière et cherchent des remèdes. L'autorité politique comprend enfin la nécessité de maîtriser l'équilibre de vie par le respect de densité optimale, empêchant aussi bien les concentrations que le sous-peuplement. Tel est le but de l'aménagement du territoire, national ou régional, qui intègre dans une vue de synthèse toutes les composantes de cet équilibre (emplois, habitat, communications, services...) pour donner

à chacun un maximum de chances. Il effectue sans cesse une redistribution des cartes pour corriger les inégalités accumulées au cours de la première révolution industrielle et perpétuées jusqu'à nos jours.

Beaucoup de mythes se sont écroulés. On sait maintenant qu'une ville qui dépasse les deux millions d'habitants collectionne toutes les nuisances sans aucun profit pour personne. On sait aussi que le développement harmonieux d'une région implique l'existence de petites républiques urbaines différenciées mais bien reliées entre elles, et non celle d'une capitale régionale qui monopolise toutes les activités. Enfin on découvre de plus en plus une solution dans les complexes « *urbano-ruraux* » évitant à la fois l'isolement campagnard et l'enfer urbain.

Ceci pour nos voisins. Mais en France ?

En France, tout se passe comme si l'autorité politique ignorait ces découvertes ou refusait d'en tirer les leçons.

L'ECRASEMENT DE LA VIE

L'agglomération parisienne regroupe plus de 20 % des Français sur à peine 2 % du territoire national, soit une densité très forte de 4 703 habitants/km² au recensement de 1968 (pour comparaison : moyenne nationale 92 h/km²).

En conséquence un Parisien dispose de 3,6 m² d'espaces verts contre 9 à

Londres, 15 à Berlin, 25 à Vienne et ...48 à Amsterdam. Les Pays-Bas viennent d'ailleurs de fixer un minimum obligatoire de 15 m² par habitant dans les plans d'aménagement et d'extension urbains.

Pollution automobile ? Les gaz d'échappement, dans la capitale, entrent pour 47 % dans un mélange composé aussi de chauffages domestiques (33 %) et de fumées venues de foyers industriels (20 %).

On étouffe. D'abord physiquement. L'air devient chaque année plus irrespirable. « *J'ai appris avec mélancolie, nous confie Fanny Deschamps, qu'il y avait 750 bactéries au mètre cube dans un quartier... du temps de ma grand-mère. Aujourd'hui, c'est 575 000. Je me console en me disant que j'en prendrais 4 à 8 millions si j'étais vendeuse aux Galeries Lafayette. Pour n'en avoir plus que 50, il faut que j'aille jusque dans la forêt de Fontainebleau... Notre air est nourri : oxyde de carbone et hydrocarbures, 170 000 tonnes de gaz sulfureux, 10 tonnes d'acide sulfurique, 13 500 tonnes de poussières huileuses variées... et puis, un peu de tout. A hauteur d'homme, 95 % de nos carrefours sont au-dessus du seuil critique pour la teneur en oxyde de carbone : de 15 à 50 ppm (50 parties pour un million) en permanence. La pollution est dite sévère à 40 ppm. Mais le professeur Roussel, de l'Institut d'hygiène, m'a affirmé que le masque à gaz n'était pas pour tout de suite ; le seuil vraiment dangereux est à 200 et il faut s'y tenir 30 minutes pour en mourir. A 40-50, vous êtes simplement mal à l'aise, malheureux de passer par-là, et vous passez vite.*

Et elle ajoute : « *Nous sommes, nous Parisiens, sujets à d'étranges lassitudes qui nous conduisent chez le médecin ou chez*

I 680 1970

L'histoire contemporaine en 8 volumes

Avec le Tome 2 de **Aujourd'hui (1945-1970)** qui vient de paraître, la collection **Histoire Contemporaine Générale** est complète.

Les 8 volumes de cette collection proposent une vue d'ensemble de l'histoire mondiale depuis la fin du XVII^e siècle jusqu'à nos jours. Les auteurs ont voulu éviter, d'une part, le franco-centrisme et, d'autre part, un exposé événementiel. Il s'agit donc de la trame fondamentale de l'histoire mondiale envisagée sous ses différentes formes. Outre l'exposé des faits, les volumes comportent des bibliographies, des biographies, des thèmes d'étude, des discussions de problématique historique.

Le premier XVIII^e siècle (1680-1750) par A. Poitrineau 35 F

Le monde à la fin du XVIII^e siècle (1750-1789)

par J. Vidalenc 28 F

Révolution-Empire (1789-1815) par L. Genet 26 F

Restaurations, Révolutions, Nationalités (1815-1870)

par M. Tadel 28 F

L'apogée de l'Europe (1871-1918) par Ch. Ambrosi. . . 26 F

De Versailles à Berlin (1919-1945) par P. Milza. . . . 26 F

Aujourd'hui (1945-1970)

Tome 1 : Généralités. France. Pays socialistes. Amérique latine,
par G. Vincent 28 F

Tome 2 : Les états capitalistes. L'Asie. Les relations internationales. Conclusions, par J. Mathieux 42 F

Pour toute documentation, adressez-vous à votre libraire ou à :

masson , éditeurs

120, bd Saint-Germain - 75280 Paris Cedex 06

le psychiatre. Il paraît que 16 % d'entre nous n'ont pas le moral – ou mental – bien d'aplomb. Peut-être est-ce la calotte de boue atmosphérique qui plafonne à 1 500-2 000 mètres qui nous fait cela ? Elle nous coupe 15 % de notre soleil, nous envoie 10 % de grêle et de neige en trop, 10 % de jours gris en plus et elle double nos brouillards... Ou peut-être sommes-nous groggy par les gaz d'échappement, soudain lourds, lourds à traîner comme des hommes de plomb ? » (1)

La passivité n'est plus possible. L'autorité doit intervenir. Mais dans quelle direction ?

Pour Lewis Mumford, la ville se décongestionne de deux façons : « *les aspects les plus en honneur dans la cité paraissent aujourd'hui, soit la cité dans un lotissement, collection de constructions élevées et de tours réunies par des routes multiples, soit Megalopolis, sous-produit de la décomposition urbaine, poursuite de la nature dénaturée, éparpillement mécanique de fragments de cité dans l'ensemble du paysage.* » (2) Ce sont deux manières de tuer la ville.

Tout en se basant sur des études coûteuses mais en pratiquant une politique « *à la petite semaine* », les technocrates ont entrepris la réalisation d'autoroutes urbaines et « *suburbaines* » qui, outre leur insuffisance (car suscitant le vice qu'elles devraient corriger) s'approprient petit à petit les derniers espaces tranquilles des grandes villes, dépeçant et morcelant ceintures vertes et zones d'habitat, quand ce n'est pas le cœur historique de la cité.

Collection de tours ? Allez voir le « *quartier Italie* » rénové ou le mini-Manhattan du « *Front de Seine* », en attendant « *Bercy* » ! Allez contempler le résultat ! Quel être humain est capable de s'y plaire vraiment ? Sous la pression des spéculateurs, nous avons transplanté chez

nous la première erreur américaine : construire un univers vertical pour la seule raison que c'est « *techniquement possible* », puisque chacun sait que la construction d'une tour entraîne 28 à 30 % d'augmentation du coût dont 12 % rien que pour la sécurité.

Qui, après s'être promené dans le quartier de « La Défense » destiné au travail et à l'habitat, ne s'accorderait avec Mumford : « *l'usine ou le bureau, avec l'identité de leurs mille fenêtres, l'uniformité de leur air conditionné, de leur éclairage fluorescent, de leurs parkings dénudés, possèdent toutes les caractéristiques de notre époque, les traits anonymes d'un être sans visage. La chaleur et le froid, le jour et la nuit, la terre et les plantes, les astres, la forêt, le champ cultivé, la vigne, le jardin, les milliers de formes de l'association organique entre des millions d'espèces qui ajoutent à la vitalité et à la richesse de la terre, tout est arraché à l'esprit ou homogénéisé en une mixture uniforme qui va nourrir la machine* (3) » ?

Comme tous les autres mammifères, l'homme a besoin d'espace vital, ce que certains spécialistes concrétisent par une « bulle » protectrice dont chacun de nous s'entoure inconsciemment. Au-delà de densités maxima, le rythme biologique se détraque, le comportement devient agressif devant les attaques, réelles ou supposées, de nos voisins.

Alors, perfidement un slogan tel que « *le métro express fait de ces maisons de campagne des résidences principales* » accroche les Parisiens fatigués des embouteillages ou désireux de quitter leur appartement bruyant. Sans se rendre compte que cela signifie plus d'une heure de transport le matin et autant le soir, sans voir le ciel, pour retrouver au bout du trajet une maison clinquante entourée d'une pelouse qui, si elle isole du voisinage immédiat, ne crée aucune intimité réelle et qu'un cahier des charges

(1) Fanny Deschamps, Vous n'allez pas avaler ça !, Albin Michel 1971.

(2) Lewis Mumford, Le déclin des villes, France Empire 1970.

(3) Lewis Mumford, op. cit.

soucieux de préserver le « *standing* » de l'ensemble empêchera de transformer en un potager plus distrayant !

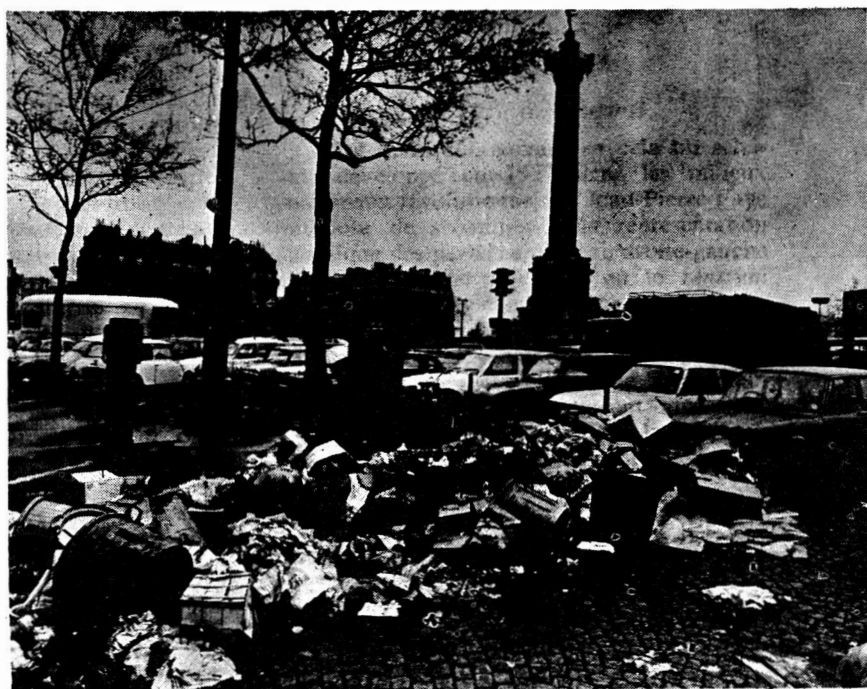
Dans ces « *faux villages* » où l'argent opère une sélection, les contacts véritables sont difficiles à nouer malgré la présence fréquente d'équipements collectifs luxueux mais sans personnalité. Aux Etats-Unis, où l'exode urbain vers les « *suburbs* » se poursuit depuis plus de trente ans, ces immenses banlieues n'ont jamais réussi à reconstituer une véritable vie sociale.

Absence de contacts humains ! On le ressent plus ou moins fortement suivant son caractère. Mais l'organisation même de notre société détruit peu à peu toute possibilité d'échange et surtout d'entraide spontanée, les remplaçant par des organismes étatiques et bureaucratisés où règne une réglementation pointilleuse et paralysante : Sécurité sociale, caisse de chômage, assistance publique, caisse de retraite... qui gèrent notre vie de façon tellement satisfaisante !

Le déséquilibre croissant entre, d'une part le rythme propre à chaque individu,

ses besoins physiques et spirituels, et d'autre part le temps perdu dans les transports, le bruit ambiant, la tyrannie des cadences, sa place de plus en plus négligeable dans la cité, l'atelier ou le bureau, les atteintes extérieures à sa volonté de choix, n'auraient finalement que peu d'importance si la société n'était composée que de célibataires endurcis.

Mais à la famille incombe la responsabilité de l'éducation des enfants. Sous le coup de l'abrutissement du travail et des transports, les parents en sont souvent incapables. L'enfant a toutes les chances de ne jamais y recevoir cette affection et cette compréhension qui manqueront tant à son apprentissage de la vie, et ce alors qu'on sait que cette carence est à l'origine d'inadaptations sociales plus fréquentes que par le passé. Et dans toutes les couches de la société ! L'enfant d'une classe aisée est tout aussi abandonné par des parents mondains que le fils de travailleurs qui ne rentrent chez eux que pour « *souffler* ». L'augmentation du nombre des jeunes délinquants est directement liée à celle du niveau de vie, quand celui-ci se résume à une simple consommation accrue de biens matériels.



Ce qui nous attend demain, c'est « *l'Orange mécanique* » dans un cadre de vie de plus en plus inhumain.

UNE IMPASSE MORTELLE

Description trop noire ? Ce n'est pas sûr !

Tous les hommes de « *bonne volonté* » s'accordent à refuser un monde aussi artificiel, où le « *rationnel* » ronge sans cesse le « *vital* » au profit d'une mécanique aveugle.

Et pourtant ! Il est admis dans les milieux « *officiels* » qu'en 1980, environ 80 % des Français vivront dans les villes. Ce ne serait pas trop inquiétant si l'on ne savait par ailleurs qu'en 1985, plus de 14 millions d'habitants sont attendus dans une région parisienne qui en compte déjà près de 9 millions, et que le développement des régions est de plus en plus compromis.

Plaisanterie ? Pas du tout ! Même corrigé par M. Olivier Guichard (suppression de trois « *villes nouvelles* »), le rêve du « *schéma directeur d'aménagement de la région parisienne* » — Plan Delouvrier 1964 — prend forme. Paris étend ses tentacules sur quatre axes par la création de cinq « *villes nouvelles* » : Marne-la-Vallée, Evry, Melun-Sénart, Trappes-St-Quentin, Cergy-Pontoise... destinées chacune à recevoir des centaines de milliers d'habitants.

On sait que depuis la dernière guerre, la capitale anglaise a tenté de desserrer l'étau qui l'asphyxiait, d'abord par la création de « *villes nouvelles* » puis par une énergique politique de décentralisation englobant tout le Sud de l'Angleterre. Ces « *villes nouvelles* », limitées à 30-50 000 habitants chacune, dans un rayon de 30-55 km de Londres, fixaient la majeure partie de leur population par des emplois, le tout dans un cadre aéré qui en fait encore maintenant des chefs-d'œuvre d'urbanisme. Dans le « *plan Delouvrier* »,

rien de comparable : non seulement leur masse sera gigantesque, mais leur proximité de Paris et leur intégration dans la banlieue les empêchera de se développer de manière autonome en particulier pour les emplois. Les migrations se feront désormais par les « *réseaux express régionaux* ». Mais alors, quel intérêt ?

La caste administrative n'est pas unanime sur ce projet. Certains voudraient « *dérivée* » la croissance sur la « *grande couronne* » de la région parisienne (Rouen, Orléans, Reims...) en bloquant le processus d'extension de l'agglomération et en renforçant la « *ceinture verte* ». De toutes façons, la machine est lancée. Fractionnement des pouvoirs, dilution des responsabilités, ambition d'un Paris « *européen* » s'imposant par sa masse, optique essentiellement parisienne des fonctionnaires passés par l'E.N.A., maintien de structures nationales centralisées volontairement sur Paris, tout concourt à rendre presque inéluctable un processus qui ne l'est pas du tout.

Londres, on l'a vu a tenté avec succès de se décongestionner. En Allemagne Fédérale, les autorités arrêtent depuis longtemps la croissance des villes les plus importantes. Aux Etats-Unis, le centre des grandes villes diminue régulièrement pour s'étendre sur une immense banlieue résidentielle, ce qui pose d'ailleurs d'autres problèmes car cette migration interne s'est faite dans l'anarchie la plus complète. Sauf à Tokyo où la situation est inextricable, le *gigantisme des capitales devient un signe de sous-développement* qui nuit à la capitale dans ses fonctions propres. Et Paris continue sur sa lancée...

Et la province ?

Rassurez-vous ! On a prévu des « *métropoles d'équilibre* » pour contre-balancer l'agglomération parisienne. Mais par une véritable perversion de l'idée de départ, la conjonction de technocrates paresseux et de responsables municipaux gourmands amène la ré-édition de l'erreur parisienne

en province.

Ce sont huit villes que leurs infrastructures, leur masse et le réseau de communications mettent au-dessus des autres. Pour les aménager avec la zone qui les entoure, la méthode est simple : prolonger les courbes sans imagination. Le résultat est terrible : « En février 1966 étaient créées cinq « organisations d'études d'aménagement d'aires métropolitaines » (O.R.E.A.M.). Leurs « livres blancs » publiés à la fin de 1969, sont le plus souvent assez consternants. Sous prétexte de « concurrencer efficacement la croissance parisienne », l'O.R.E.A.M. de Lyon-Saint-Etienne veut porter la « région urbaine » de 1 480 000 habitants à 3 100 000. Celle de Marseille, exaltée par la naissance du complexe de Fos, propose mieux encore : on passera de 1 150 000 âmes à 3 200 000 sur une aire de 2 800 km². Celle de Saint-Nazaire se contenterait d'une ascension plus modeste : de 560 000 à 1 200 000. Celle de Metz-Nancy-Thionville veut aussi doubler, d'un million de personnes à deux millions. Seule l'O.R.E.A.M. de Lille, qui a sagement étendu sa compétence à l'ensemble du Nord et du Pas-de-Calais, ambitionne simplement de « conserver son poids relatif dans le peuplement français et européen ». Hormis ce dernier cas, les O.R.E.A.M. introduisent donc un cloisonnement, déplorable à tous égards, entre une zone privilégiée et le reste de la région, dont on semble se désintéresser ». (4)

Vous savez désormais ce qui vous attend !

Alors que trois Parisiens sur quatre désirent quitter la capitale, on reconstitue avec inconscience les conditions d'une vie factice conçue, à la limite, pour une population masculine adulte, mais nuisible à l'équilibre de la vie familiale. Délinquance, violences raciales, évasions artificielles dans des loirs frelatés, ségrégation entre « quartiers riches » et « quartiers pauvres », vie grisâtre et

aseptisée, sans oublier la fatigue de ces tristes *pantins* que la vie a désertés et qui passent quelquefois près de quatre années de leur vie dans les transports. Ah ! j'oubliais la télévision « où scintille devant leurs yeux tout ce qui a été retranché du monde réel, toute leur vie non vécue, sous forme d'images qui faussent le sens des réalités auxquelles ils ont tourné le dos, celui des convoitises qu'ils ont dû réprimer (5) » !

Nous refusons cette « vie »-là ! Nous ne croyons pas à la fatalité. Nous savons que notre cadre de vie pourrait être différent.

PREVOIR SUR 10, 20 OU 30 ANS

Première constatation : la France, avec une densité de 92 h/km² est peu peuplée par rapport à ses voisins européens. Même avec 75 millions d'habitants en l'an 2000, elle n'atteindrait que 138 h/km² contre 152 aujourd'hui en Suisse, 177 en Italie, 247 en Allemagne Fédérale sans parler de la Belgique ni des Pays-Bas.

Deuxième constatation : il est d'autant plus stupide d'obliger les Français à se concentrer sur des surfaces réduites que les zones trop urbanisées voisinent avec un véritable sous-peuplement.

Dans un livre fondamental, *Paris et le désert français*, Jean-François Gravier attire notre attention sur l'origine historique du déséquilibre Paris/province : la « dictature de l'immédiat » d'une III^e République qui n'a su ni arrêter l'exode vers la capitale ni assurer en province le remplacement nécessaire des activités traditionnelles disparues. Malgré l'explosion démographique d'après-guerre et une politique de décentralisation industrielle, il demeure, selon Gravier : « une vaste zone de faibles densités qui forme comme une écharpe recouvrant la majeure partie du territoire, des Ardennes aux Pyrénées. Cette zone comprend essentiellement un bloc de huit régions entières, dont aucune n'atteint

(4) Jean-François Gravier, *Paris et le désert français* en 1972, (Flammarion).

(5) Lewis Mumford, op. cit.

60 habitants/km² (contre 93 dans le *Bezirk* allemand le moins peuplé). Ces régions sont : la Champagne (50), la Bourgogne (48), le Centre (51), le Poitou-Charentes (57), le Limousin (43), l'Auvergne (51) ; l'Aquitaine (59) et le Midi-Pyrénées (48). Il convient d'y ajouter six départements limitrophes : la Meuse (34), la Haute-Saône (40), le Jura (47), l'Ardèche (47), la Lozère (15) et l'Aude. En dehors de ce bloc (52,5 % de l'espace français avec seulement 28,6 % de la population) on doit souligner l'extraordinaire sous-peuplement des Alpes du Sud : 17 habitants/km² dans les Hautes-Alpes et 15 dans les Alpes de Haute-Provence, qui étaient descendues naguère jusqu'à 12. Aujourd'hui encore, on trouve 6 habitants/km² dans l'arrondissement de Barcelonnette et 5 dans celui de Castellane ».

Et pour ceux qui seraient tentés de s'incliner devant le « verdict » de l'histoire, Gravier ajoute : « Prenons le cas des départements montagnards qui sont tombés au-dessous de 20 habitants/km² : les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes et la Lozère. Nous découvrons que leur dépeuplement contraste violemment avec l'expansion démographique de cantons montagnards suisses. Tandis que les Basses-Alpes s'effondraient de 22 à 12 habitants/km² (1851-1936), le Tessin, assez comparable par son climat méridional, s'élevait de 42 à 72 habitants/km² (1850-1940). De même, pendant que la densité des Hautes-Alpes s'abaissait de 23 à 15,5 habitants/km², celle du Valais montait de 15,5 à 28 (avec 44 % du sol improductif, contre 36 % dans les Hautes-Alpes). De même encore les Grisons, le plus pauvre des cantons helvétiques, passaient de 13 à 19 habitants/km² pendant que la Lozère descendait de 28 à 18. Inutile d'ajouter que le niveau de vie des montagnards suisses était déjà supérieur à celui des montagnards français. Dans les régions apparemment les plus rudes, l'appauvrissement et la dépopulation n'avaient donc rien de fatal. » (6) A plus

forte raison dans les régions plus favorisées...

Aujourd'hui, il s'agit d'éviter à la fois la passivité de la 11^e République et le zèle de technocrates aveugles pour « moduler » les courants migratoires.

Ceci suppose une rupture déchirante avec le « schéma directeur » de la région parisienne : arrêt de l'extension et réduction du nombre de mètres carrés constructibles à l'hectare, appropriation de la « ceinture verte » et municipalisation de certains sols pour reboiser, et... réduction progressive de la population. Tant pis pour les promoteurs qui ont acheté les terrains des « villes nouvelles », tant pis pour les amateurs de tours, tant pis pour les banquiers et les compagnies d'assurances qui ne pourront plus faire de placements aussi rentables ! Ce sera dur, surtout quand on sait que la charge foncière de la construction à Paris est passée de 11 % en 1958 à 25 % en 1968 et passera, selon les spécialistes du Plan, à... 85 % en 1980. De telles mesures dérangeront pas mal de spéculations en cours.

Ceci implique aussi de rompre avec la doctrine dangereuse des « métropoles régionales » pour y substituer des « hiérarchies urbaines ». Autrement dit, un maillage dense de voies de communication doit relier en un « système régional multipolaire » les villes sans privilégier excessivement une capitale qui se distingue alors plus par sa fonction que par sa masse. Ainsi la *Randstad Holland* aux Pays-Bas opère une fructueuse division du travail entre une dizaine de cités bien reliées entre elles, évitant la congestion des centres principaux : voici l'exemple d'une conjonction heureuse entre une « solide tradition d'autogestion » et un plan d'ensemble permettant la concertation. D'où la nécessité de pouvoirs régionaux et locaux capables de canaliser la migration et d'animer les centres par la création d'emplois.

Une fois remises en cause l'excroissance de Paris sur le territoire national et celle des quelques « métropoles d'équilibre » sur leur région, que faire ? Tout simplement un nouveau « schéma directeur », mais à l'échelon national cette fois, réunissant synthétiquement toutes les données y compris le « cas » Paris. Sinon son application serait inopérante.

Question préalable : et les emplois ? Peut-on vraiment les essaimer ? N'y a-t-il pas des contraintes, en particulier pour l'industrie et les affaires ? C'est un peu vrai. Il y a bien sûr les complexes portuaires (raffineries, aciéries...), les anciens bassins miniers reconvertis, ceux installés près de voies de communication favorables. Mais depuis la seconde révolution industrielle, on peut apporter l'énergie n'importe où puisque pétrole et électricité permettent de s'affranchir de la géologie, on peut fabriquer les produits nouveaux (alliages légers, plastiques...) dans des unités plus petites sans compromettre le rendement — on prévoit quatre millions d'emplois de cette sorte à créer d'ici trente ans — et les transports facilitent le désenclavement de n'importe quelle zone à condition de le vouloir. Quant aux affaires, il s'agit d'offrir ailleurs qu'à Paris ou à « La Défense » les facilités qui peuvent attirer de telles activités, comme cela a été tenté en Angleterre.

Pour réussir un tel schéma, il faut
1) préparer des schémas sectoriels (programme routier national, ferroviaire, aviation intérieure, télécommunications)
2) ... qui s'intègrent dans un schéma général d'organisation.
3) ... composé lui-même de « systèmes socio-économiques » régionaux et locaux comportant des objectifs de population à horizons de 10, 20 et 30 ans.

Cette optique suppose donc un véritable « plan d'aménagement du

territoire et un programme financier pluri-annuel » arrêté par le pouvoir régional. Son but serait de prévoir les activités nouvelles et d'accueillir les arrivants : pratiquer le zonage des bonnes terres pour éviter les lotissements inconsidérés, créer des lotissements industriels homologués au niveau national, élargir le centre d'affaires (sièges sociaux des industries, banques...), assurer l'enseignement et la recherche, aménager matériellement les aires de loisirs (plans d'eau, domaines skiables...), enfin favoriser les petites villes et encourager la formation de complexes « urbano-ruraux ».

Pour affiner son analyse, Jean-François Gravier propose de faire coexister dans ses 15 régions, « espaces coutumiers nés de l'histoire », des « systèmes fonctionnels polarisés » branchés sur les courants d'échanges économiques et souvent à cheval sur les limites des régions historiques, même revues et corrigées. Il distingue 35 zones de cette sorte dont le rayon ne dépasserait jamais 150 km soit une heure et demie en voiture. Remarquons que certains « pôles » ne coïncident pas toujours avec la capitale régionale et permettent donc de la décharger par un réseau concurrent offrant de nombreuses activités.

A l'intérieur de chaque zone, cinq ou six villes moyennes sont donc reliées au « pôle » à moins d'une heure et demie de voiture. L'ensemble de ces villes atteindrait 260.

Ces 260 « zones unitaires » forment un réseau suffisamment dense pour n'oublier personne dans la répartition des activités.

ET L'ARCADIE ?

L'Arcadie, vous connaissez ?

C'était une région un peu idéale où les hommes vivaient heureux.

La France possède des paysages merveilleux. Chacun l'a encore ressenti pendant les vacances. Plutôt que de s'enfermer dans la grande ville sans nécessité,

pourquoi ne pas s'installer dans ces belles contrées un peu perdues ?

Rapportant le propos d'un journaliste découvrant l'Ariège, Jean-François Gravier s'écrie : « *Mais qu'a-t-on fait de ce paradis terrestre, et singulièrement du Couserans, que parcourait notre voyageur émerveillé ? Les statistiques nous l'apprennent : en 1876, l'antique cité romaine des Consorani, devenue l'arrondissement pyrénéen de Saint-Girons, comptait 83 900 habitants ; en 1968, on était tombé à 31 600, avec une densité de 21 par km². C'est maintenant un pays de vieillards, où les décès l'emportent de moitié sur les naissances. Les forges et autres industries traditionnelles ont disparu sans être remplacées. L'économie agricole du verdoyant bocage encadré de forêts et de montagnes glisse vers la décadence. Qui songe à réveiller cette belle au bois dormant ? Qui songe à dire : Nous allons réintégrer le Couserans dans le monde moderne, améliorer ses accès, percer une route vers l'Espagne (il y eut naguère un projet de voie ferrée Saint-Girons-Lérida), aider l'agriculture à s'organiser, équiper les domaines skiables, multiplier les villages de vacances, jalonner les vallées de lotissements industriels, attirer ainsi des milliers de jeunes gens et rendre la vie à cette Arcadie dont la mort signifierait une défaite de la civilisation ? » (7)*

Cette idée d'échapper à l'enfer urbain pour faire renaître la vie commence à germer dans beaucoup de cerveaux. Pas toujours avec bonheur !

En 1972, près de trois millions de ménages disposaient d'au moins une résidence secondaire (constituée pour un tiers d'entre eux de la maison des parents demeurée à l'écart des grandes agglomérations). Le paysage et le caractère même de certaines régions s'en trouvent transformés, parfois au détriment des plus élémentaires canons esthétiques : le souci de trouver un deuxième toit plus hospi-

talier fait négliger l'harmonie nécessaire des volumes habitables et des matériaux.

Achetées ou bâties au hasard des vacances ou des randonnées dominicales, selon les prix, les rencontres, les annonces, sans aucune attache avec une population hostile parfois, narquoise et bon enfant plus fréquemment, leurs nouveaux propriétaires resteront longtemps « les Parisiens », même s'ils sont en fait de Lyon ou de Marseille ! Les contacts demeureront difficiles du fait de mentalités inverses : le villageois ou le paysan considérant avec envie un citadin pourvu de tout ce que lui vantent les *media*, ce dernier de son côté voulant convaincre, maladroitement et avec cette absence de tact qui caractérise trop souvent la réussite financière, un interlocuteur incrédule sur la chance qu'il a d'ignorer les tracasseries de la ville et de vivre au milieu d'une nature préservée, sans climatisation ni fumées d'échappement.

En réaction contre la promiscuité urbaine, le citadin préférera la chaumière isolée. Lorsque les travaux de restauration seront terminés, il constituera une proie facile pour un ennui déprimant qui lui ferait regretter la foule du métro, surtout si les intempéries se mettent aussi de la partie ! Alors, il y a gros à parier qu'il reprendra sa voiture et ira reconstituer un stock de produits inutiles dans un hypermarché plus accueillant...

Parfois des villages moribonds voient leurs ruines relevées par un groupe d'amis ou grâce à l'initiative obstinée d'un amoureux des vieilles pierres. Mais ce sont des hameaux morts en semaine, sans commerçants car dépourvus d'habitants permanents. Ils ne retrouveront pas leur animation de jadis. Ou encore un hameau accueillant sert de cadre à un artisanat sophistiqué et à la mode, sans compter le village-musée où, sous prétexte de retrouver intact un passé charmant, on détruit toute spontanéité.

Plus intéressantes apparaissent les expériences des « nouveaux communards » (8)

qui tentent d'échapper à un monde qu'ils ne peuvent plus supporter. Jeunes, banlieusards pour beaucoup, issus de milieux ouvriers, malchanceux dans la vie de famille dont ils n'ont vu que des carences, ils recréent dans un cadre esthétique des rapports nouveaux. Réussite ?

Hélas n'ayant pas fait l'effort de réfléchir sur le pourquoi et le comment de cette oppression urbaine, ils sont amenés par un raccourci stupéfiant à refuser les conditions même de tout épanouissement : la famille, la contrainte sexuelle, le respect des autres, la propriété des fruits du travail, l'existence de droits mais aussi de devoirs. Et un jour ou l'autre l'inévitable arrive : l'enfant que ses parents refusent de livrer à la communauté, l'épouse ou le mari que l'on veut « à soi », la rancœur vis-à-vis des oisifs, une liberté négative et destructrice à l'usage, ou bien la maladie qui atteint hommes, animaux ou plantes et que l'on refuse de soigner scientifiquement, préférant n'importe quelle recette de rebouteux.

Des groupes disparaissent, d'autres se reforment. Presqu'entièrement dépourvus de moyens, vivant de leur élevage, pratiquant une culture biologiquement saine et suffisante, il leur est malgré tout indispensable de continuer à recevoir de l'argent de l'extérieur. Alors, à tour de rôle, certains vont travailler quelque temps en ville, rapportant de quoi se procurer ce qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes.

Vraie et fausse Arcadie !

Plus proche des réalités est l'interpénétration de fait entre la ville et la campagne. Beaucoup de « ruraux » le soir sont des « citadins » le jour. L'habitat rural modifie la philosophie de l'existence : « On observe aujourd'hui une participation croissante des localités rurales à ce qu'on nomme « le mode de vie urbain ». L'expression, à vrai dire, est

impropre : même pourvu de tous les équipements modernes, l'ouvrier résidant à la campagne mène une autre existence que le citadin ; l'employé qui travaille dans une grande ville et retourne chaque soir dans son village reste un villageois. La différence excède de beaucoup celle qui sépare l'habitat individuel de l'habitat collectif. Car elle est aussi dans la jouissance d'un espace plus large, d'un paysage plus végétal et, enfin, dans l'appartenance à une communauté de relations quotidiennes que les urbanistes tentent de reconstituer sous le nom d'unité de voisinage. » (9)

Pour nous, l'Arcadie c'est quelque chose de bien précis. Ce n'est ni une fuite égoïste et silencieuse dans un nid douillet ni une ré-édition volontaire des aventures de Robinson Crusoë dans une nature hostile.

Il s'agit de créer un nouveau style de vie qui discipline le progrès technique en préservant les liens communautaires grâce à la médiation d'un aménagement du territoire pour les hommes.

Il faut avoir lu ces passages où Gravier fait renaître sous nos yeux la Lozère et la Creuse aujourd'hui agonisantes, la région sous-peuplée de Champagne-Ardenne et les Alpes oubliées du Sud, en leur appliquant une méthode d'aménagement cohérente.

Echapper à une fausse fatalité, s'affranchir d'une vie abrutissante, se battre pour rompre le charme des évasions qui diminuent la personne, proposer le repeuplement de la France comme une « nouvelle frontière » aux jeunes qui n'attendent qu'un « projet », tels sont nos objectifs.

Subir un destin ou construire une histoire ?

Michel Giraud.

(8) Roger-Pol Droit et Antoine Gallien, *La chasse au bonheur (les nouvelles communautés en France)*, Calman-Lévy 1972.

(9) Jean-François Gravier, op. cit.

"imaginer autre chose"

Essai de Francois Mirc (Architecte DPLG)

Pour saisir l'« esprit » de cet essai, il convient de préciser que les solutions apportées ne sont pas exclusives d'autres possibilités, en particulier en ce qui concerne l'aménagement du temps de travail, mais aussi que ces propositions sont à comparer avec la situation réelle de millions de citadins et de banlieusards qui souffrent de leur état.

D'ailleurs chacun est invité à imaginer autre chose que ce qui existe . . .

F. M.

Le triste bilan et les prévisions amères sur l'avenir de l'homme dans nos sociétés « industrielles-urbaines » nous inclineraient à un pessimisme désespéré, si ce même homme ne portait en lui en même temps l'espoir d'un possible renouveau.

On commence à redécouvrir les constantes qui favorisent l'épanouissement de l'homme et son équilibre psychique. Par exemple, devant l'échec de tous les systèmes d'éducation qui arrachent l'enfant à la mère dès la naissance, beaucoup reconnaissent à nouveau, et cette fois scientifiquement, le rôle irremplaçable de la mère d'abord, du père ensuite, dans le développement de la personnalité de l'enfant. Mais qui ne voit l'incohérence d'un système qui à la fois offre des primes aux mères de leur foyer et crée des conditions matérielles telles que la plupart tentent de gagner à l'extérieur, par un travail épuisant, tout

juste de quoi compenser ce qu'elles perdent en crèche, plats cuisinés, achats précipités sans compter les répercussions de cette vie sur les malheureux enfants.

Ou encore le gâchis d'une scolarisation allongée et uniforme dispensant une instruction moyenne qui pénalise les plus intelligents sans bénéfice pour les autres, et qui se coupe de plus en plus du réel, apprenant aux enfants à raisonner sur le modèle des machines électroniques avec les mathématiques modernes par exemple ou favorisant l'accumulation d'un savoir le plus souvent inutilisable sauf dans les rangs de la pléthorique Education Nationale ! On redécouvre alors le rôle primordial et déterminant des parents et de leur entourage : grands-parents, amis, voisins qui nourriront de leur exemple la personnalité en formation de l'enfant.

Mais est-il encore possible aujourd'hui de retrouver un équilibre dans un cadre urbain si oppressant où l'on perd un temps considérable en transports longs et coûteux, où l'on subit l'agression constante du bruit et des agents polluants, où la rue est devenue une arène mortelle, où les logements exigus s'étalent identiques et monotones quand ils ne s'élèvent pas en tours fonctionnelles et inhumaines, où tout est calculé au plus juste, où seuls les productifs ont droit à quelques égards, où enfin tout désir de s'identifier dans une communauté humaine est contré par un égoïsme hargneux.

En s'inspirant des idées de Lewis Mumford notamment, on parviendra souvent, quand l'irréversible n'aura pas été accompli, à redonner aux citadins l'envie de demeurer dans leur ville. Quartiers, espaces publics, voies de circulation, équipements collectifs, logements, une fois étudiés et réhabilités dans cette optique pourront à nouveau rééquilibrer et satisfaire les besoins psychiques et physiques de ceux dont le tempérament, ou certaines nécessités, prédisposent à y demeurer. Car la ville a toujours possédé une vie propre séduisante pour nombre d'individus ; même si de nos jours elle oblige à rechercher régulièrement des contreparties à la campagne.

En l'absence de solution miracle, et devant le vide causé par les transformations trop rapides que l'être humain n'a pas réussi à assimiler, pourquoi ne pas se tourner vers des recettes empiriques, mais étayées aujourd'hui par les découvertes de la psychologie et de la sociologie modernes, pour mieux cerner les conditions essentielles d'équilibre de nos sociétés humaines plutôt que de rester prisonnier d'un présent fugace en le projetant dans un avenir complaisant ?

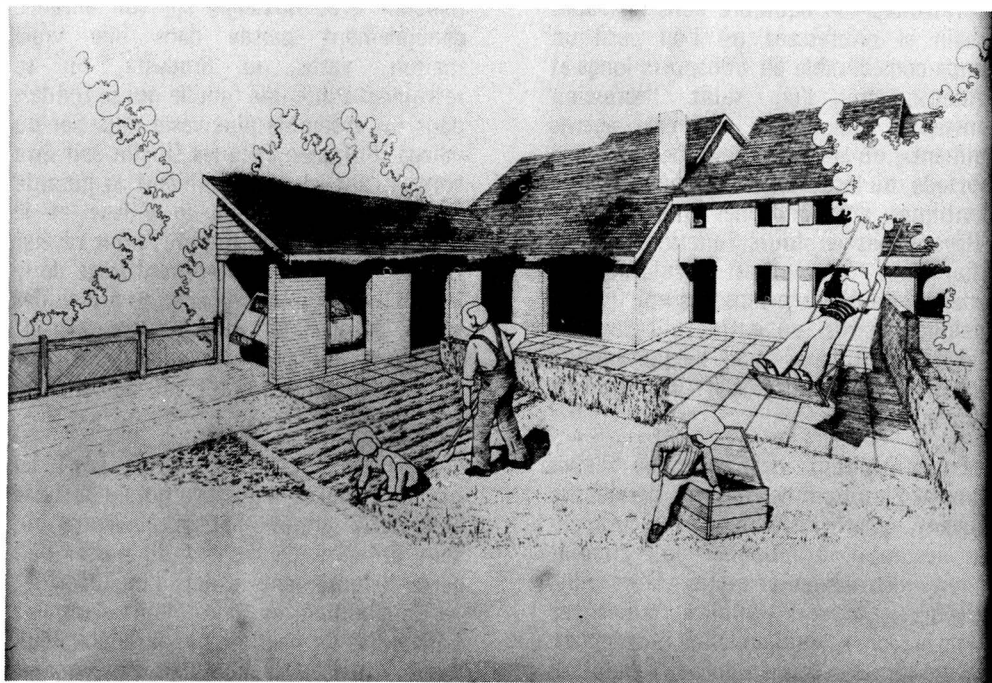
LA MAISON FAMILIALE

« *Les hommes font les maisons, mais la maison fait l'homme* » observait Winston Churchill, et cette apparente boutade recouvre une vérité première. Il est

fréquent, au crépuscule de sa vie, de se pencher avec nostalgie sur son enfance généralement passée dans une vraie maison, vaste ou modeste, où se retrouvait toute une famille qui se fondait dans un ensemble plus vaste, quartier ou village. Combien Jacques Duclos sait être convaincant lorsque, oubliant la pesante dialectique, il évoque le village et la maison qui le virent grandir, pour révéler ce qu'il leur doit, cet apprentissage de la vie, unique et sans tricherie, au milieu des siens. Atmosphère que ne connaîtront jamais les enfants des villes dans leur univers encrassé, réduit au béton et à l'asphalte.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! La maison familiale d'aujourd'hui ne doit pas être cette grande bâtisse ancienne où, sous prétexte de respect du passé, l'on garde jalousement intacts l'inconfort et les incommodités dont jouissaient ses bâtisseurs. Ce ne doit pas être un pieux musée où l'on se complait à comparer hier et aujourd'hui en refusant un siècle qui inquiète et rebute. Cette maison, pour porter toutes ses promesses, doit être au contraire vivante, commode et apporter tout l'agrément d'une vie familiale recouvrée. Assez vaste et souple dans sa conception, elle doit pouvoir accueillir l'ensemble des membres d'une même famille, soit trois générations, même si à certains moments des départs n'ont pas encore été comblés par d'autres arrivées. Chacun doit pouvoir disposer d'un certain espace exclusivement à lui mais également d'espaces communs vastes et permettant les rencontres et communications aux moments privilégiés de la journée : repas, veillées. Les grands-parents valides préféreront conserver un petit appartement facile à entretenir, mais communiquant directement avec le reste de la maison, leur permettant de participer à la vie de famille en épaulant notamment la maîtresse de maison.

Le bricolage, expression moderne la plus courante du travail artisanal, et que chacun exerce sous une forme rentable ou comme un simple « violon d'Ingres », peut aller de la mécanique aux arts



plastiques, en passant par le jardinage ou la menuiserie. Chaque fois, un espace d'accès commode devra être réservé à cette occupation, systématiquement négligée dans tous les logements modernes. Par contre, pourquoi dépenser des sommes souvent considérables pour un garage somptueux alors qu'un simple toit suffit à protéger un véhicule qui ne doit pas outrepasser le rôle utilitaire qui est le sien.

Pouvant être construites en plusieurs fois, donc être agrandies au moment opportun, en des matériaux simples, traditionnels et de mise en œuvre facile, permettant éventuellement aux membres de la famille de participer à son édification, cette maison répondrait ainsi aux aspirations de 47 % des Français qui épargnent pour accéder un jour à la propriété de leur logement. Le succès des maisons individuelles (« maisons Chalandon »), malgré toutes leurs imperfections, est là pour en témoigner. Encore plus nombreux sont ceux qui

hésitent à immobiliser un capital considérable, scandaleusement variable selon la localisation, dans un appartement ou un pavillon immédiatement déprécié en raison de toutes les nuisances et qui préfèrent placer leur épargne dans l'achat d'une maison de « week-end ».

Or, sauf de très rares privilèges de lieu ou de métier, le logement principal ne peut aujourd'hui se comparer à cette maison familiale pourtant si indispensable à une vie harmonieuse. Car l'obstacle majeur reste l'éloignement de plus en plus grand entre lieu de travail et habitat, qui use et amoindrit le temps libéré sans profit pour personne.

LE PROBLEME DES EMPLOIS

L'échec relatif de la décentralisation des entreprises de sous-traitance hors des banlieues industrielles ruine *apparemment* l'espoir de redonner vie aux communes rurales en fournissant sur place des emplois à la population locale : souvent éloignées des centres de décision, soumises plus que les autres aux aléas de la situation

économique, nombreuses sont les entreprises qui ont dû soit fermer leurs portes, soit pratiquer une politique de bas salaires qui entraîne tôt ou tard des conflits, au « Joint Français » de Saint-Brieuc par exemple. Nous ne croyons pas ce phénomène irréversible. Il suffirait de poser le problème des emplois dans un cadre différent.

Actuellement, l'habitant d'une grande ville travaillant à environ une heure de son logement et possesseur d'une maison de campagne située à deux heures de son domicile ne peut consacrer plus de 25 heures à ses loisirs pour un travail de quarante heures, réparti sur cinq jours, soit un rapport loisirs/travail de 0,62, et cela dans des conditions qui le prédisposent à l'infarctus précoce et qui ne lui apportent aucune des satisfactions que lui faisaient présager les progrès accomplis dans le domaine de son travail ou des transports. Même les chances de promotion professionnelle par des cours de perfectionnement se voient réduites du fait de cette fatigue des déplacements quotidiens et stériles qui s'ajoutent à des conditions de travail souvent épuisantes.

Par contre les récentes innovations réalisées dans certaines branches du secteur tertiaire et de l'industrie, comme la réduction progressive du travail à la chaîne, l'horaire « à la carte », la journée continue, l'étalement des vacances (qui pourrait éviter que la production globale française baisse de 45 % en août contre 5 % seulement en Allemagne) permettent dès maintenant d'envisager un *aménagement du temps de travail* totalement différent de ce que nous a légué un siècle de technique non dominée.

Pourquoi, dans ces conditions, sachant qu'aux huit heures de travail quotidien s'ajoute en moyenne un minimum de deux heures perdues en transports exténuants, ne pas grouper en un seul temps de travail les 40 heures actuelles (que les prévisions de Fourastié ramènent progressivement à 30 en l'an 2000) qui restent nécessaires au maintien d'un

certain niveau de vie. Ce qui donnerait déjà un total de quatre jours de travail pour un repos hebdomadaire de *trois jours en famille*.

Si l'on offrait ce choix aux millions de banlieusards qui, chaque jour, sont obligés de faire la navette entre leur usine ou leur bureau et leur domicile, ils n'hésiteraient pas longtemps même si la perspective de la vie de pension ne leur souriait pas beaucoup au début ! Car pour permettre ce choix, ce personnel migrant doit pouvoir disposer à proximité immédiate des lieux de travail d'un logement individuel de type chambre universitaire par exemple qui lui serait fourni directement par l'employeur, et disposant d'équipements collectifs permettant à la fois la détente (restaurants, bibliothèques, cinéma, télévision...) et l'éducation permanente de ceux qui préféreront employer une partie de leurs loisirs, libérés des servitudes conjugales !, à se perfectionner dans leur activité professionnelle. Inimaginable ?

Des milliers d'aviateurs civils et de marins de commerce passent régulièrement des périodes plus ou moins longues hors de leur foyer, pour le retrouver lors de « week-ends » prolongés et ce sont généralement de bien meilleurs pères et maris que la moyenne des banlieusards qui se replongent chaque soir dans une vie de famille centrée sur la télévision et caractérisée par une atmosphère explosive de fatigue et d'insatisfaction accumulées.

Nous vivons dans une société tributaire de découvertes techniques qu'il serait vain d'ignorer et qu'il est stupide de rejeter en bloc. Par exemple les nouvelles sources d'énergie permettraient une forte décentralisation des activités industrielles. Mais il subsiste des contraintes : on imagine mal un haut-fourneau dans chaque commune ni une usine automobile divisée en une centaine d'ateliers éparpillés dans toute une région : il serait indispensable de regrouper le plus possible de ces industries, polluantes pour la plupart, au

sein d'une même zone. Ces *centres de production* permettraient à la fois de lutter contre les nuisances industrielles, par un recyclage plus rentable des déchets et la limitation de la dégradation des sites, et de supprimer les gaspillages dus aux manutentions et aux transports. Une main d'œuvre très diversifiée, capable d'évoluer et par conséquent compétente, compenserait largement l'effort financier que nécessite un recyclage de déchets que les Britanniques ont commencé à mettre en place avec succès dans quelques-unes des zones les plus touchées par ce fléau moderne.

Ces concentrations associant secondaire et tertiaire, comparables aux gigantesques « Kombinats » soviétiques mais à échelle française, devront être desservies efficacement par un réseau de transports rapides, turbotrain ou aérotrain qui relieraient les différents centres de production à des *centres de regroupement*, ces derniers situés à des distances variables de la zone de production mais toujours couvertes en moins de trois heures. Pour se rendre de son domicile au « centre de regroupement », le travailleur ne doit pas dépasser une demie-heure de trajet par la route, soit une distance d'une trentaine de kilomètres : la surface ainsi couverte correspondant à un « centre de regroupement » serait de 2500 km² en moyenne, et il n'en faudrait que 220 pour couvrir l'ensemble du territoire métropolitain. En fait, la plupart pourraient être ces préfectures et sous-préfectures desservies par le rail et disposant en outre d'au moins un lycée, un hôpital, un centre administratif et d'une implantation en commerces très suffisante.

Cette organisation nouvelle du temps de travail, harmonisant au mieux les désirs et les possibilités de chacun avec la nécessité d'un fonctionnement continu des secteurs productifs, implique l'utilisation des transports en rotation permanente. Et dans ces conditions, le même travailleur-type, résidant cette fois dans un logement principal situé à deux heures de son travail, disposerait pour un temps productif équivalent (40 heures ou

moins répartis sur quatre jours) de 45 heures de loisirs vrais, soit un rapport de 1,1 contre 0,62 aujourd'hui.

HABITER DANS UN VILLAGE

La maison familiale que nous avons esquissée devient alors possible. Groupées en hameaux ou en villages, elles permettraient de concilier les avantages d'une vie citadine restaurée avec ceux du monde rural en évitant leurs principaux inconvénients respectifs. Le chiffre d'un groupement dense de 500 habitants paraît être optimum pour reconstituer une cellule sociale réelle et offrant suffisamment de diversité pour favoriser contacts et échanges à l'intérieur d'une communauté un peu autonome. Quelques commerces et activités artisanales suffisent alors à combler la plupart des besoins, le complément provenant de l'extérieur, centre de regroupement ou bourg voisin.

Cette solution permettrait de redonner vie aux innombrables villages qui se meurent ou qui ont déjà disparu, en respectant autant que possible leurs caractères architecturaux propres : volumes, matériaux, couleurs en particulier, sans avoir recours au technocratique regroupement de communes entrepris par les Pouvoirs publics pour rentabiliser de coûteux équipements collectifs.

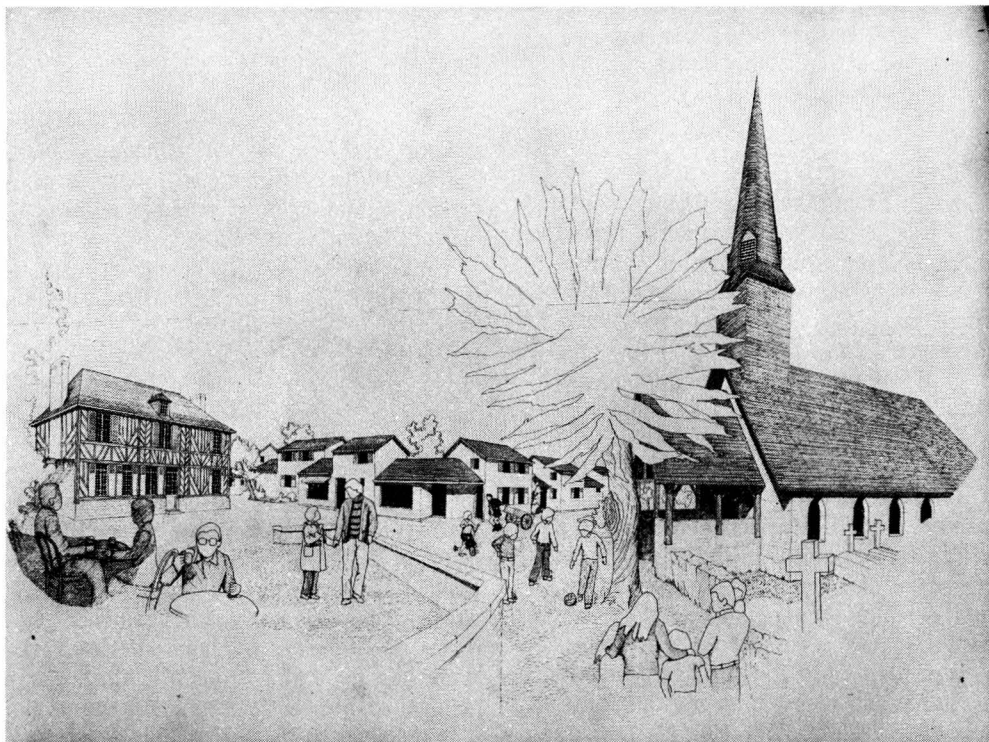
La France métropolitaine compte 37.708 communes dont 9.308 rassemblent entre 500 et 1.500 habitants, ce qui est suffisant pour entretenir une relative autonomie, mais dont 20.132 possèdent moins de 500 administrés et qui ne peuvent avoir actuellement qu'une fiction d'existence, bien commode cependant lorsqu'on veut payer moins d'impôts que ses voisins citadins tout en bénéficiant de leurs équipements ! Et ce ne seront pas les propriétaires de résidences secondaires qui redonneront vie à ces villages moribonds, de plus en plus vidés de leurs autochtones qui cherchent à la ville un salut plus rémunérateur que le temps se chargera de transformer en déconvenue.

Pourquoi ne pas regrouper les maisons familiales dans ces communes, en

profitant de leur originalité jalouse pour aider les citadins à retrouver un enracinement dont ils se sentent instinctivement frustrés dans leurs banlieues malsaines ? Toutes les parties y gagneraient, et cette option aurait l'immense avantage de renverser la tendance déjà ancienne à l'engorgement inconsidéré des villes. Un rapide calcul le démontre aisément.

On dénombre 20.000 communes de moins de 500 habitants. Si leur population se voit augmentée en moyenne de 400 habitants, on enlève aux villes 8 millions de citadins, réduction qui permettrait sans doute le répit nécessaire à un renouvellement des principes d'aménagement des villes et que le pouvoir politique du moment ne devra pas gâcher.

Parallèlement on évitera les erreurs qui ont rendu la vie urbaine si difficile aussi bien dans les grandes agglomérations que dans la plupart des bourgs ruraux. Pour ces nouvelles communautés on refusera à l'automobile l'usage quasi-exclusif des espaces propices aux échanges humains : rues et places, existantes ou à créer, appartiendront aux piétons adultes et surtout enfants. On peut même penser que les habitants de ces villages revitalisés, s'ils peuvent se passer d'une automobile pour se rendre à leur travail et éviter les migrations fréquentes pour fuir un lieu de résidence principale déprimant, se dispenseront de l'achat et de l'entretien coûteux d'un objet dès lors moins utile ou même se grouperont à plusieurs familles pour en disposer quand ne suffiraient pas un transport collectif propre au village : car, minibus ou taxi.



Pour éviter un anarchisme qui serait d'ailleurs étranger à l'apparente spontanéité des villages d'autrefois, il conviendra de tracer avant toute chose un *plan d'urbanisme* tenant compte des constructions existantes et propre à créer cette unité communautaire indispensable à toute harmonie sociale. Groupées le plus possible de façon à éviter une dispersion dispendieuse, ces maisons familiales devront toutes posséder cependant une certaine superficie de jardin privatif, à constituer selon les goûts de chacun soit en jardin d'agrément, soit plus vraisemblablement en jardin potager capable de fournir un apport substantiel à l'économie ménagère de la famille exploitante.

Chaque fois œuvre originale, construites selon les aspirations de leurs futurs occupants, parfois avec leur participation, elles devront cependant respecter une certaine unité qui donnera une identité particulière à ce groupement lequel, à l'inverse du système de lotissements actuel, serait limité lorsqu'il atteindra la densité désirée au départ.

Centrés de préférence sur les éléments « nobles » préexistants, manoirs, église, bâtiments remarquables, qui contribueront à enrainer les nouveaux habitants dans un contexte historique concret, ces groupements susciteront au fur et à mesure de leur développement l'installation de commerces ou d'activités artisanales. Pour 500 habitants, on pourra trouver par exemple un épicier, un boucher-charcutier, un boulanger-pâtissier, un cafetier-restaurateur, un quincailler-droguiste occupés pratiquement à plein temps et diverses autres activités dont l'exercice pourrait être assuré par des membres de la communauté pendant leurs loisirs s'ils travaillent plus ou moins dans la même spécialité hors du village : plombier, électricien, menuisier, mécanicien... certains pouvant même transformer ce « hobby » en activité permanente. Pour d'autres l'entretien

du potager et un petit élevage; basse-cour par exemple, avec l'aide des membres sédentaires, retraités ou maîtresse de maison, permettra de diminuer dans une proportion non négligeable la nécessité et l'importance du travail extérieur du chef de famille. Ce mode de production, obéissant à un rythme naturel, redonnera à coup sûr à ceux qui le pratiqueront la notion de qualité « vraie » qui échappe tant à ceux qui vivent et étouffent dans le paradis empoisonné des villes modernes.

D'autres activités, variables selon les goûts, le climat et la situation géographique, viendront s'ajouter aux précédentes et cette « technologie douce » de qualité pourrait permettre de se passer progressivement des productions de masse, caractérisées par le bon marché et le peu de sérieux de la fabrication, *et peut-être d'atteindre beaucoup plus sûrement « l'an 01 » cher à nos écologistes et nouveaux « communards ».*

LA VIE SOCIALE

Pour aider à la vie collective, on s'efforcera de rassembler en une sorte de maison communale, si possible en aménageant le bâtiment ancien le plus central à condition qu'il soit de surface suffisante, tous les modestes services administratifs de la localité et d'offrir à cet endroit la possibilité de réunions plus ou moins importantes : fêtes, spectacles, banquets, sports même et activités culturelles telles que bibliothèque ou discothèque de prêt. La complétant, une sorte de dispensaire, mini-clinique, cabinet de consultation périodique d'un médecin voisin, dotée d'une certaine provision de médicaments que l'on sait pouvoir sans inconvénient ramener à moins de 500 dans la plupart des cas, et gérée par un membre qualifié du corps médical, infirmière par exemple, répondra à la majeure partie des besoins en soins médicaux. Les accouchements, au lieu de se dérouler dans une clinique surchargée ou un hôpital anonyme avec des soins

bâclés, loin des siens, se feront là dans des conditions d'hygiène optimum et de confort psychique, sachant que les cas difficiles, désormais dépestables à l'avance, se traiteraient évidemment dans des établissements spécialisés situés dans les « centres de regroupement ».

De même, pour éviter un enseignement rigide et donc inefficace, on peut imaginer (même si l'on n'accepte pas totalement les vues extrêmes mais souvent justes d'Ivan Illich dans « *une société sans école* ») que la scolarité ne dépende plus directement de l'Etat mais au contraire soit prise en charge effective par la commune ou même par un groupe d'habitants. Un contrôle souple est cependant souhaitable.

École libre donc, à caractère religieux ou non selon la tendance qui dominera la communauté, qu'autorise d'ailleurs une loi permettant aux enfants qui relèvent du primaire de suivre des cours donnés par une personne choisie par le chef de famille, sans exigence de diplôme mais avec vérification d'un inspecteur deux fois par an. A côté d'un personnel d'encadrement réduit mais qualifié par l'expérience, des bénévoles de la communauté pourront apporter leur savoir : il est même certain que des cadres techniques retraités ou en activité faisant profiter de leur expérience les enfants pourraient les préparer à devenir de bons techniciens connaissant et aimant leur métier, au lieu de les voir dégoûtés de tous les métiers manuels pour en faire des chômeurs bacheliers et aigris. Ceci aurait l'avantage d'éveiller tôt des vocations non contrariées par la suite, d'assainir les critères de « valeur » sociale et d'éviter ainsi tant d'espérances déçues et d'existences ratées.

Enfin une certaine superficie sera réservée en bordure du village à la pratique des sports en faveur chez la majorité des habitants, tandis qu'une piste de jeu de boules se trouvera si possible au centre et aura la préférence des plus âgés que les autres sports ne tenteraient plus.

Pour donner le sens de la solidarité par l'apprentissage à la responsabilité, on pourrait imaginer, comme le suggère

Lewis Mumford, une sorte de « *service civique continu* » fractionné par catégorie d'âge : scoutisme ou autre formule moins rigide, « *monitorat* » des plus anciens aidant les plus jeunes à s'organiser s'ils le désirent, garde de très jeunes enfants. Ceci pour les adolescents. Mais ce « *service* » serait plus strict dans le cadre des obligations militaires : remplaçant le système de la conscription obligatoire, hérité des guerres napoléoniennes, il offrirait un complément de technique militaire orienté vers la défense du territoire par des unités locales agissant en liaison entre elles et entraînées plus particulièrement aux opérations ponctuelles, bien plus aptes, l'exemple suisse le démontre mieux que tout autre, à assurer cette tâche qu'une troupe longue à mobiliser, lourde et sans réelle initiative, étant entendu qu'une armée de métier forte et de moral élevé restera nécessaire encore longtemps. Cet impôt en nature serait ainsi mieux compris que dans l'anonyme système actuel.

LE VRAI BONHEUR DE VIVRE

Ainsi exprimés quelques-uns des véritables besoins et aspirations des hommes du XX^e siècle, il ne nous est pas interdit d'espérer le retour, un jour prochain, de cet équilibre qui approchait autrefois *sans que cela se sache* le vrai « bonheur de vivre » en dépit de certaines injustices et inégalités qu'aucune utopie démagogique ne supprimera jamais.

Aujourd'hui, le réveil est dur pour ceux qui ont pris conscience du drame qui se joue : qualité de la vie contre quantité consommable, deux options qui ne s'expriment nullement par un dérisoire et épisodique bulletin de vote mais au contraire par un affrontement quotidien. Spontanément des associations de consommateurs sont nées, la défense de l'environnement devient l'affaire des citoyens, un nombre croissant de jeunes refusent de se laisser englober dans une société trop confortable tout en éprouvant la plus grande méfiance vis-à-vis des pseudo-paradis trotskistes, maoïstes ou néo-staliniens : les uns à la campagne, d'autres sur des bateaux rafistolés, les autres enfin en majorité,

plus réalistes, sans avoir trouvé de solution satisfaisante pour l'instant, cherchent obstinément, au sein d'associations du type « Amis de la Terre », à s'en sortir, eux et les « autres ».

Il suffirait pourtant de bien peu de choses : qu'un VII^e Plan, après une information non truquée, amorce de concert avec les parties intéressées (syndicats, patronat, collectivités locales...) ce possible aménagement du temps et du lieu de travail. Des municipalités ont bien créé des zones industrielles, pourquoi ne pas concevoir la même chose à l'échelle nationale ? Au lieu d'assister passivement à la lutte entre les deux grands ministères-clefs, l'« Équipement » chargé du logement et défendant la route, les « Transports » partisans du rail, fief d'autres polytechniciens, qui se traduit par un antagonisme et une guérilla paperassière de tous les instants, avec complications et retards dans les décisions, ne pourrait-on pas les regrouper tout en opérant une profonde mutation du rôle de l'État ? Les deux derniers ministres de l'« Équipement », MM. Chalandon et Guichard, en avaient saisi, semble-t-il, la pressante nécessité : faire du ministère un organe d'impulsion et de contrôle qui, loin de tout régenter dans les moindres détails, encourage toutes les initiatives privées ou locales agissant en ce sens.

D'autant que dès maintenant une combinaison juridique composant les statuts des sociétés civiles et ceux des sociétés d'économie mixte permet entre autres d'associer les collectivités locales (les communes existantes) et des constructeurs privés (les nouveaux « communards ») en vue d'objectifs d'intérêt général et donc de minimiser l'intervention de l'État, quoique de manière encore insuffisante.

D'autres solutions sont évidemment possibles et même souhaitables, répondant aux aspirations autres de certaines catégories de Français animés par une philosophie différente, intermédiaire ou radicalement opposée, pouvant néanmoins coexister entre elles pour tenter d'infirmer les conclusions pessimistes et tellement inquiétantes de différents rapports sur le problème de la « croissance ».

L'urgence de la décision est chaque jour plus forte. Malgré toute notre bonne volonté, elle n'appartient pas à nous seuls. Il faudrait un pouvoir politique sensible aux exigences de la qualité de la vie, à l'écoute des difficultés quotidiennes des citoyens, capable de mener à bien une telle entreprise à mettre en œuvre pendant plusieurs générations.

Mais ceci est sans doute une autre histoire...

François Mirc

arsenal

**pour vous
abonner**

bulletin page 57

IR DIFFUSION

Michel RAGON

— *Histoire Mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes (ed. Casterman)*

Voici, pour la première fois, l'architecture et l'urbanisme restitués dans leur environnement économique, politique et culturel. Cet ouvrage fondamental est la plus grande étude, au niveau international, des méthodes et moyens utilisés par l'homme pour construire la ville et y survivre.

Tome I : de 1800 à 1910 prix 78 F

Tome II : de 1911 à 1971 prix 95 F

Richard NEUTRA

— *Construire pour survivre (ed. Casterman)*

Le testament du grand architecte américain Richard Neutra, ainsi qu'une vigoureuse profession de foi en faveur d'une architecture à l'échelle de l'homme du XX^e siècle.

208 pages 24 F

CNRS — Françoise CRIBIER

— *La grande migration d'été des citadins en France*

Les migrations de vacances des citadins sont liées à toutes les caractéristiques de la population urbaine ; le géographe montre comment se traduit, dans le grand exode de l'été, l'extrême diversité de la population urbaine et les liens complexes entre niveau et genre de vie selon les classes sociales, l'habitat, la région, l'origine des citadins, l'âge, la génération.

404 pages 65 F

CNRS

— *Mobilité et migrations — Démographie et scolarisation*

Démographie et croissance urbaine-Démographie historique et régionale.

576 pages 75 F

André LEVY

— *Pour une santé de la civilisation (ed. Maloine)*

(*Hygiène-Environnement — Maladies de la civilisation — Génération de demain*)

Le progrès provoque la régression des maladies classiques mais entraîne aussi des excès qui installent les maladies dites de la civilisation (Cancer, artériosclérose, troubles nerveux, drogues, etc.)

366 pages 44 F

Philippe SAINT MARC

— *Socialisation de la nature (Stock)*

Un livre dur, accusateur, qui expose comment instaurer une socialisation humaniste de la nature. La recherche très originale de cet ouvrage bouleverse les conceptions traditionnelles et fera date dans l'histoire de l'environnement. Un très grand nombre d'exemples chiffrés appartenant à des domaines variés y sont analysés.

382 pages 29 F

Georges PATRIX

— *Design et environnement* (ed. Casterman)

Par l'un des plus grands novateurs français en matière d'esthétique de l'environnement ce livre simple et concret témoigne pour un art auquel l'auteur a consacré toute sa vie : un art d'aujourd'hui, motivé par les techniques industrielles modernes.

172 pages 9 F

Michel GRENON

— *Ce monde affamé d'énergie* (ed. R. Laffont)

Longtemps négligés, les problèmes de l'énergie se révèlent angoissants : luttes pour les ressources pétrolières, épuisement des gisements, consommation accélérée, pollution et échauffement des cours d'eau, difficultés à situer des centrales, des raffineries.

Des solutions : redécouverte du charbon ?

Conversion au nucléaire ?

Energie du soleil ?

320 pages 26 F

Michel BATAILLE

— *Sans toit ni loi* (Calman-Lévy)

Un architecte s'en prend vigoureusement à l'architecture et à l'urbanisme modernes, à la bureaucratie et aux spéculateurs. Un petit livre qui analyse très justement un des aspects de la crise de notre société.

176 pages 15 F

Pour vous procurer ces livres, passez vos commandes à IPN Diffusion, B.P. 558 75026 Paris CEDEX 01.

Nous vous les ferons parvenir dans la semaine suivant la réception de votre commande.

Remplissez et adressez-nous le bulletin ci-joint :

NOM Prénom

Adresse

..... Code Postal

Commande ex. du livre de au prix de

..... ex. du livre de au prix de

..... ex. du livre de au prix de

TOTAL (augmenté de 10 % pour frais de port,
envoi supérieur à 100 F., franco.)

Chèques à l'ordre de l'IPN. CCP : 33-537-41 La Source.

ontologie du secret

par Gérard Leclerc

Il y a quelques mois, rendant hommage à Jacques Maritain, nous ne pouvions retenir une question presque angoissée : est-il encore des maîtres ? Notre interrogation restait ouverte. Des lecteurs n'ayant pas perçu cette ouverture, une réponse positive possible, se sont émus. Si peu de temps après, c'est une joie pour nous d'apporter cette réponse en présentant l'ouvrage considérable de Pierre Boutang, cette *Ontologie du secret* (1), dont nous pensons avec Louis Salleron qu'elle pourrait être le principe d'une renaissance de la pensée.

Ontologie, secret, ces deux mots inépuisables définissent très exactement l'objet du livre, suggèrent sa richesse, sa profondeur, son caractère décidément anti-moderne. C'est bien se montrer anti-moderne que d'interroger le secret en le révéralant au point de saisir en lui le chemin de l'être, l'être du secret renvoyant au secret de l'être. Les deux moments sont intimement liés : si la pensée contemporaine danse la sarabande sur la prétendue mort de la métaphysique, c'est d'abord qu'elle a méprisé le secret, en le considérant comme un vulgaire obstacle à la pensée positive,

« objective ». Il y a plus de vingt ans, analysant la nature du souci politique, Pierre Boutang avait déjà noté que le malheur s'abattait sur la cité moderne avec l'*objectivation* « *il s'agit de ramener au contenu objectif et à la « légalité naturelle » ce que l'homme affirmait comme irréductible, ce qui ne se réduisait pas à la conscience actuelle qui en était prise, mais possédait cette dimension de profondeur, cette altérité originelle où les sentiments prennent leurs racines.* » (2) Les choses perdent leur sens, les expériences où l'individu a une impression de richesse et de profondeur, sont abolies ou ridiculisées. L'objectivation mène droit à l'agression contre la transcendance.

On pressent ainsi qui sera visé, quels courants contemporains tirant leur fortune de la prétention moderne à faire « technique » de tout seront dénoncés. Dès le liminaire, nous sommes avertis : « *Il ne fallait pas craindre d'attacher provisoirement trop d'importance à cette mode d'un positivisme exaspéré, unifiant tragédie et comédie, comme à la fin du Banquet...* » Parcourant tous les chemins du secret, le philosophe était condamné à retrouver à chaque étape, les

trouvant assez drôles, ces positivistes furieux, ces sophistes niant la possibilité même de sa quête.

Positivisme ! Pour faire un aveu personnel, j'avouerai que sa dénonciation sans nuances me fait toujours un peu de peine. Gardant de la reconnaissance pour son fondateur qui rendit à un maître cher entre tous *l'espérance de l'ordre*, il m'est impossible d'oublier son mérite principal qui fut d'opérer un retour à la *phusis*. Son erreur fut de s'enfermer dans le phénoménisme. Mais fut-il premier et principal coupable de cette erreur ? Hume et Kant l'avaient précédé et opéré la réduction avant lui, l'enfermant sans qu'il l'ait trop voulu et sans qu'il ait les moyens d'en sortir dans l'univers de l'apparent et du manifeste.

KANT !

Il est remarquable d'ailleurs que pour régler son compte au positivisme Boutang s'attaque au « phénomène kantien ». Entreprise fondamentale sans laquelle son voyage est impossible, Foucault et les structuralistes auraient raison contre lui, sans laquelle aussi il n'aurait rien à répondre à ceux qui confondent sa rame de métaphysicien avec une seringue hypodermique.

A prononcer le mot de *phénomène*, il y a toujours risque de tomber dans le piège kantien. Je m'explique mon malaise relisant dans mon article sur Maritain l'expression « plongeant au-delà des apparences jusqu'à l'être ». Cela peut être juste, mais si c'est pour se sortir des illusions du manifeste. Nullement, si c'est pour être pris au piège du phénomène et du noumène. Comme l'écrit Boutang : « *Ne plus parler du phénomène pourrait donc signifier que l'on est délivré tout à fait du criticisme, qu'une voie est devenue libre dont nous ne savons pas où elle conduit, mais sûrement qu'elle était par lui obstruée* ». Prendre cette voie ne consiste nullement à détruire le phénomène mais à le sauver. « *Restaurons*

hardiment, avec le beau « paraître », et l'« apparaître », qui appellent l'être, ou l'oublient, ou l'insultent, le nom de la « chose » que nous avons perdu en philosophie . . . » Cette chose est bien ce qui apparaît, mais ce qui apparaît appartient à l'être. Seulement la chose est rebelle aux concepts mal ravaudés de continuité et de rupture ; inégale à elle-même, elle se montre et se dérobe dans les jeux du paraître et des sens. Qu'importe puisqu'elle apporte un savoir sur l'être !

Il n'en reste pas moins une dualité de l'être et du paraître. Dans le paraître l'être transparait et se cache. Le mensonge flotte à sa surface. Mais alors si l'être n'est pas manifeste dans le paraître survient une autre difficulté qui n'est pas chez Kant mais chez Héraclite et Protagoras, chez Nietzsche aussi, celle de la mobilité universelle, mobilité du sensible et du sens qui pourrait entraîner au vertige, chez Circé l'ensorceleuse. Platon dans le mythe ésotérique du Théète a exposé cette difficulté sans la résoudre directement. Il faut se garder du vertige, saisir qu'il existe au sein du cosmos un terre-plein humain où l'homme se tient et se retient de s'engouffrer dans l'universelle mobilité. Sur ce terre-plein il lui reste, au sens de Heidegger, à se faire berger et gardien de l'être qu'il reçoit, car il reçoit le sensible, son pâtre est accordé au sensible. Et Boutang de poser la question de l'être du sensible, celle de la qualité qui nous « saisit », nous provoque directement : *la couleur n'est pas moins réelle que l'œil qui la voit*. Voici donc une autre énigme, celle qui lui ouvrit la vocation de philosophe. Nous ne pouvons nous empêcher d'en dire un mot, qui invitera le lecteur, espérons-le, à aborder ces beaux textes malgré leurs difficultés. Il y découvrira les affinités de la poésie et de la philosophie dans une même quête du secret de l'être.

Un enfant avait pris au sérieux, en plein « âge moderne », tout ce qui lui était conté sur les anges par une vieille

parente qui en savait d'eux autant que Thomas le docteur. Or une question ne cessait de le poursuivre : comment ces anges, qui valent tellement mieux que nous voient-ils les couleurs ? Quelle musique pour eux, quels parfums et saveurs, quels contacts ? ... S'il mourait, comment « dirait »-il aux anges « ce » rouge de cinabre, « cette » fraîcheur du vent sur son visage ? Il ne pourrait les montrer, les anges ne sentent pas les choses sensibles. La difficulté se résolut pour lui un soir de guerre, à un tournant d'une route où lui apparut la tache verte, misérable et éteinte de poussière d'un autobus de Paris. Ainsi la couleur ne se séparait pas de ce qu'elle chargeait : ici la misère, l'exil et l'insolite. Il n'aurait pas de mal à le dire aux anges et, eux, auraient à lui annoncer ce que « cinabre, bleu, fraîcheur, amertume » avaient une fois signifié.

Le sensible lui-même n'est pas pur manifeste, il ouvre sur autre chose. Le phénoménal passe le phénoménal. Nous voilà loin du positivisme !

L'ETRE DU SECRET

Les obstacles ont donc été levés, les pièges évités, le navigateur peut continuer sa route et aborder plus directement aux lieux où il se destine. Les difficultés ne viendront plus de la sophistication mais de l'objet même de la quête. Désormais le sophiste sera dénoncé pour son imposture, son vilain rôle dégradant, avilissant, à mesure que sera mieux pénétré le secret qui fait le prix des choses et de l'homme.

Qu'est donc le secret ? *Une chose mise à part, ce qui demeure caché, ce qui ne se donne que d'une manière détournée.* L'enfant qui nous prend à part : *Je vais te dire un secret*, peut s'adresser à nous pour dire un petit rien, se faire remarquer. Qu'importe, puisque ce petit rien il l'a mis à part et nous l'a confié sous le sceau du secret. *Il y a dans le plus pauvre des secrets, et le plus fou, une sorte de souveraineté légitime en son ordre : non seulement parce qu'il pénètre et transmue toute la matière qu'il se*

choisit, mais parce que (littéral, allégorique ou arbitraire) il présente toujours l'exemple de la seule liberté qui ne puisse être ôtée à l'homme que par sa propre obsession.

On comprend alors que Boutang se dresse pour sauver cette seule liberté dans un monde qui veut l'avilir, la réduire, l'objectiver. Le grand adversaire est alors désigné : Freud. Il faut citer intégralement le texte décisif qui porte condamnation de l'essence même de la psychanalyse :

« Si l'on pense, comme c'est notre cas, que la cure psychanalytique a pour fin réelle, pour résultat inavouable, la « trahison » par le patient d'un secret qui, à travers telle ou telle matière d'événement, coïncide avec sa propre liberté, et la démonstration hypothétique de ce qu'il tient pour catégorique ou absolu, alors la « résistance » apparaît comme dernier et long sursaut de la conscience qui veille sur la personne et son histoire.

« Trahir » un secret, et trahir son propre secret, n'est pas le dire ou le divulguer, le dire se situe dans une sorte de songe et de cauchemar, où le moi se décompose en se « libérant » ; divulguer vise n'importe qui d'autre, tente de susciter la masse inorganique des autres ; trahir porte sur le contenu du secret, d'un mouvement agressif, qui le nie comme tel, qui le soumet aux conditions, le plie aux relations dont il ne sortira pas vivant »

Ainsi le secret est à la fois ce qui ne doit pas se dire et n'a de sens que pour être dit, communiqué. Cette ambivalence qui le caractérise métamorphose son objet. Boutang le montre de façon frappante en le soumettant aux catégories de la table des jugements : à la fois il se soumet à la forme du jugement de quantité, qualité etc., à la fois il métamorphose la matière du jugement. Le texte que nous venons de lire sur la psychanalyse est tiré des pages sur le jugement de relation : le rapport du secret entre lui et l'autre que lui. On peut garder, trahir ou confier un secret. La psychanalyse le fait trahir. Le monde

moderne vit sous le signe de la trahison et de l'impudeur. A la limite, la trahison rejoint la trahison suprême, celle de Judas qui par haine ou dépit amoureux désignera Jésus par un baiser *afin que l'amour même, que tout amour, se trouve gaspillé d'un seul coup, jeté dans le commerce du monde, plus vite que les trois cents deniers de parfum versés aux pieds de Jésus.*

Avec l'étude de la modalité du secret, nous touchons au lien du secret avec la condition humaine où se composent hasard, situation de fait choisies ou non choisies, et surtout le choix pour la perte et le salut qui constitue la modalité du nécessaire pour le secret. Dans ce dernier cas, demeure toujours l'ambivalence : *dans le salut ou la perte, il y va de moi-même, depuis toujours et à jamais, et tel est l'aspect de « nécessité » qui s'y révèle ; mais la nécessité est chaque fois en cause, compromise, dans la situation temporelle, l'invincible parcours de moment à moment.*

LA PAROLE

La parole, le langage sont inséparables du secret. Mais qu'est devenue la parole avec la linguistique moderne ! avec les jongleurs du signifiant et du signifié, ces nouveaux singes savants ! Contre Saussure et ses épigones, Boutang montre que la matière sonore n'est pas un système d'unités indépendantes de l'intention de signifier. Pour cela il revient aux sources même du langage, à l'apprentissage de la parole chez l'enfant, où il découvrira *cette présence des mots à leur aube première, qui sont ceux du « cœur », pas encore de la bouche, et nous proposent le secret que Kant enfouit dans son schématisme.* L'apprentissage de la parole précède la conceptualisation, la saisie de l'idée générale, elle est la saisie d'un *ceci*, un être là ou absent, mais dont l'absence est saisie dans le rapport du même à l'autre, du oui au non, rapports qui constituent l'outillage originel du langage greffé sur la reconnaissance de l'objet.

communication avec l'être que naîtra le concept : *voici la chose, indiquée, nommée, en absence comme en présence ; il fallait d'abord qu'elle fut là, unité ou forme reconnue, découpée dans le monde : unité dans le devenir, manière de s'écouler et pouvoir d'à jamais disparaître ou devenir...* L'enfant voudra « retenir » cette chose, aura l'angoisse de la perdre, surtout dans les premières expériences qu'il voudra recueillir : le mot d'*eidos* convient à ce recueil, cette retenue de la chose, malgré ou à cause de sa spécification visuelle. Viendra un moment où l'*eidos* décollera de l'être même que soi, il deviendra le concept.

Qu'est-ce alors que la parole ? Ce n'est pas une simple matière sonore, c'est une matière sonore dotée d'une détermination *selon la forme ou l'analogie de l'eidos.* C'est bien pourquoi, l'étymologie et la réflexion sur le sens original des mots sont clémentes à l'ontologie du secret. Pierre Boutang comme Heidegger y revient sans cesse. *Car enfin si Dieu tout de suite, voulut savoir comment Adam nommerait les vraies choses, les choses de la Création vivante, il fallait qu'avant même la syntaxe des expressions et essences effectives, un appel, une libido nominandi, eut déjà en lui, comme « chose humaine », sa forme propre, secrète, et son sens.*

LE SECRET DE L'ÊTRE

La présentation d'un tel livre, ne peut être qu'une invitation à la lecture. Il ne peut se résumer et ce serait un sacrilège de le faire. Déjà nous avons scrupule de ces quelques feuillets noircis. Comme l'a très bien compris Jean Lacroix : *« En définitive, il faut donc renvoyer au dire « poétique » de Boutang. Si la métaphysique est bien le « recueil de toute véritable poésie », cet ouvrage ne délivrera son propre secret qu'à ceux qui le liront comme un hymne musical à la création »* (3). On ne résume pas la *divine comédie*. Il serait scandaleux que de lacérer quelque grande toile de maître.

se laisser aller au voyage et au poème et de parcourir les îles fortunées, où il lui faudra parfois peiner vers des hauteurs. Suivre Boutang dans son commentaire des plus difficiles dialogues de Platon, certains passages de *La République*, du *Philèbe*, du *Parménide*. Il y aura aussi à reconnaître ces dyades, sommeil et veille, oubli et mémoire, sourire et larme, où il sera transporté toujours des plus fines analyses psychologiques jusqu'à la reconnaissance de l'être qui est dans le secret des choses et de l'homme.

Mais tout de même, ne serait-ce que pour indiquer le terme du voyage, et les dimensions supérieures de l'œuvre de Boutang, il faut dire un mot du secret de l'être. Un mot qui, espérons-le, ne trahira ni ce secret, ni le livre.

Il apparaît tout au long du voyage que selon le mot de Dante le monde et l'homme sont des réceptacles trop courts pour contenir l'être, cet être qui se montre et se dérobe tout à la fois. C'est que, chantait le même Dante dans le Paradis :

Celui qui tourna le compas
à l'extrême du monde et qui, dans
ses limites,
voulut l'être distinct du secret
comme du manifeste,
ne put à ce point imprimer sa
puissance
dans tout l'Univers sans que son verbe
ne restât retenu en excès infini.

A travers l'être et son secret se retrouve la puissance du verbe qui le créa. C'est à travers tout un cheminement métaphysique où il fera appel à la réflexion suprême des plus grands, Platon, Aristote et Saint Thomas, que Boutang parviendra jusqu'à la révélation à Moïse qui sera le sommet du livre.

La clef de ce cheminement est contenue dans cette phrase capitale de

Saint Thomas : « *Esse est illud quod est magis intimum cuilibet, et quod profundius omnibus inest* ». L'être est ce qu'il y a de plus intime au dedans de toute chose, et ce qui est le plus profond de toutes. Voilà élargi le fameux *intimior intimo meo* de Saint Augustin. L'Etre est la cause de tout étant. La réflexion sur la composition de l'étant selon le *Philèbe* prépare cette conclusion, qui ne sera révélée que dans *l'Exode*. Révélation dont Saint Thomas tirera tout le suc métaphysique.

Au terme de *l'Ontologie du secret*, en son dénouement, se rencontrent en leur mystère indicible, le secret de l'homme et le secret de l'être. Le secret de l'homme n'est-ce pas d'être un présent vivant dans le couloir oblique du temps que côtoient passé proche et futur proche, couloir orienté vers un avenir. Mais ici, il reste encore à citer le texte :

« *La présence est le secret second de l'étant comme l'être en est le premier, mais sans qu'il s'agisse le moins du monde de conscience ou de degré de conscience, n'est pas moins secret le mode singulier de chaque humaine présence. (On dit que cela s'appellerait une « personne », mais le mot n'a que deux champs de signification un peu définis, celui du masque de théâtre, et celui des personnes de la Trinité). A la limite, aux limites de la transcendance où nous sommes engagés, l'avancée, dans le couloir oblique, coïnciderait toujours plus avec une sorte de nuit lumineuse, pure présence montant sûrement vers une autre* ».

Voilà. Nous avons avoué quelque honte de notre entreprise. Mais c'est sans honte que nous affirmons l'importance considérable de ce livre qui impose le retour à la métaphysique et à ses sommets, mais qui dénonçant également l'imposture et l'avisement de ce temps constitue le principe et la promesse de la renaissance.

Gérard LECLERC

(1) Pierre Boutang : *Ontologie du secret*, Presses Universitaires de France.

(2) Pierre Boutang : *La politique*, Editions Jean Froissard.

(3) Jean Lacroix : *Le Monde* 8-9 juillet 1973.

crise de la jeunesse, crise de civilisation

par Arnaud Fabre

Parler de « *Crise de la jeunesse* », c'est déjà prendre parti. Y voir l'un des symptômes les plus inquiétants d'une véritable « *crise de civilisation* » oblige à aller au-delà d'une simple description anecdotique, pour tenter d'esquisser sinon une « *solution miracle* » du moins les conditions minima d'un redressement vital. Telle est la démarche d'Arnaud Fabre, jeune professeur décrivant la situation actuelle de la jeunesse face à la dilution de la cellule familiale, au mirage de l'université moderne et à sa dure réalité.

C'est aussi sur le sens du travail dans notre société que la jeunesse d'aujourd'hui lance les questions les plus brûlantes. « *Disponible pour toutes les aventures* », elle attend une réponse qui lui permette de se dépasser.

ARSENAL

La jeunesse, aujourd'hui, inquiète et s'inquiète tout à la fois. Demeurant le plus souvent dans un état de semi-torpeur, voire de scepticisme blasé qui déconcerte les adultes. Mais parfois la voilà secouée de brusques accès de colère. Sans remonter trop loin dans le temps on pense immédiatement aux manifestations

lycéennes de mars-avril dernier à propos du problème des sursis et de celui du D.E.U.G. (Diplôme d'Etudes Universitaires Générales).

Cette oscillation laisse la classe politique, une fois de plus, totalement désorientée. La droite, dans sa quasi-totalité,

réclame « la loi et l'ordre », espérant que le problème disparaîtra par la force. Mais les matraques des C.R.S. n'ont jamais réglé aucun problème, et surtout pas celui de la jeunesse.

Quant à la gauche, elle se met en grande tenue pour accueillir ces jeunes qui pourraient lui servir de force de manœuvre. Enfin, les gauchistes se sont préoccupés, dès le début du « mars lycéen », d'encadrer les manifestations, tandis que le P.C. faisait son possible pour réinsérer le mouvement dans sa stratégie globale.

Tout ce beau monde a été quelque peu déçu. Car le « ras le bol » pris comme devise par les manifestants de mars n'exprime rien d'autre qu'un immense découragement, un énorme désarroi face à une société qui leur semble absurde, face à des groupements politiques qui leur apparaissent plus irréels que jamais.

Mais ce désarroi rend la jeunesse disponible pour toutes les aventures, les meilleures comme les pires. Les jeunes, demain, comme de nouveaux barbares de l'intérieur, peuvent achever de détruire une civilisation déjà fort chancelante. Ils peuvent aussi constituer l'avant-garde d'une révolution rédemptrice dressée contre un système déshumanisant.

UNE CLASSE DE CONSOMMATEURS

Parler de la crise de la jeunesse semble à première vue relever du paradoxe. Jamais les jeunes n'ont été autant adulés que maintenant.

Le terme de jeunesse est même devenu un de ces mots fétiches que notre société prise tant. Dans cette vogue les « managers » de la société de consommation sont pour beaucoup. Il est vrai que la jeunesse est un marché de choix. Du vêtement para-hippie aux disques en tous genres, les gadgets qui lui sont offerts ne manquent pas. Et, dans toutes les classes de la société, quel que soit le degré d'aisance, un postulat s'est imposé : le jeune doit avoir encore et toujours plus d'argent de

poche ; argent dont il sera amené à définir la valeur non point par rapport à un travail mais par rapport à une consommation de signes de puissance.

Sans aller jusqu'à dire que la société moderne a inventé le concept de jeunesse, on peut avancer, avec quelque raison, que c'est elle qui en a fait une catégorie sociale, déifiée à maints égards. Et pourtant jusqu'au XIX^e siècle, elle était considérée comme un état transitoire et fugitif, comme une préparation à la vie adulte. Mais, au moment où les progrès de la médecine rendent la puberté plus précoce, la scolarité allongée fait perdurer l'état de « jeune », tandis que la presse, la radio, la télévision et même la publicité commerciale en font le zénith de la vie.

Or, cette adulation intéressée du jeune cache mal l'énorme indifférence — quand ce n'est pas le mépris — de notre société à son égard. Et notre pays qui depuis 1945 a fait naître un nombre accru de jeunes semble avoir échoué dans la mise en place de structures qui leur permettraient de se développer et de s'armer pour la vie. L'adolescent, lorsqu'il regarde autour de lui, peut, à bon droit, être atteint du vertige de la solitude et d'un véritable mal de vivre.

MORT DE LA FAMILLE

Prenons le cas de la famille. Renan disait, au siècle dernier, que le code Napoléon semblait avoir été conçu pour un homme né enfant trouvé et mort célibataire. On pourrait étendre la remarque à l'ensemble de l'organisation contemporaine de la vie quotidienne en général et de l'espace urbain en particulier.

La vie dans nos grandes mégalofoles se transforme au gré des programmes de « rénovation » et des implantations de bureaux, toutes opérations qui obligent anciens habitants des cœurs des villes et nouveaux venus de la campagne à s'entasser dans des banlieues prolifiques.

Alors dans ces grands ensembles où trop souvent rien n'est prévu pour développer la sociabilité, les foyers se replient sur eux-mêmes. Le cadre familial lui-même devient étriqué : dans les appartements trop petits il n'y a plus de place pour les grands-parents rejetés du foyer. Avec eux disparaît cette « famille de trois générations » que tout psychologue reconnaîtra pour irremplaçable dans l'éveil de la personnalité enfantine.

Quant aux parents repliés sur eux-mêmes, ils ont trop à faire, semble-t-il, pour jouer leur rôle d'éducateurs. A cela s'ajoute la fatigue croissante due aux heures de transport imposées par la séparation entre le lieu de travail et le lieu d'habitat. Le soir venu la communication entre jeunes et parents ne s'établit, bien souvent, qu'autour d'un programme télévisé. La structure familiale est donc de moins en moins en état de transmettre une attitude devant la vie qui aille au-devant des interrogations de l'adolescent.

Dans le même temps la combinaison d'éléments extérieurs comme l'école, les mass-média, l'évolution accélérée des sciences et des techniques fait que les parents se voient à peu près totalement dépossédés de leur rôle de dispensateurs d'un savoir. C'est dès lors un contresens total que de prétendre que les jeunes doivent être libérés de l'« *aliénation familiale* ». En fait c'est la famille qui se dissout devenant de plus en plus une coque vide. Et Maurice Clavel n'a pas tort d'écrire : « *Bref, ces adolescents n'ont rien ni personne en face, et ils le savent, et ils le sentent* ».

Mais ils savent et ils sentent également que l'existence de leurs parents, cette existence qui en fait des spectateurs et des objets broyés par la société industrielle, sera la leur si rien ne change.

Face à l'Université, par exemple, ils se rendent compte sans peine qu'ils se trouvent devant un magnifique instrument d'absorption par le Léviathan moderne. Voilà l'une des raisons de leur révolte.

MYTHES ET REALITES DE L'UNIVERSITE.

Car l'idéologie officielle postule que tous les jeunes Français doivent avoir accès aux mêmes bases du savoir. Et la démocratie bourgeoise, de par sa logique même, a été poussée à élargir le recrutement des lycées. Comme l'enseignement humaniste, jusqu'alors pratiqué, était trop lié à un environnement socio-culturel donné pour être, tel quel, assimilable par tous, elle l'a abâtardi pour le rendre plus accessible. Dans cette optique l'enseignement « *traditionnel* » s'est trouvé à la fois doublé par un enseignement moderne et progressivement amputé de sa part d'humanités gréco-latines tandis qu'augmentait le nombre de matières nouvelles. Le souci diffus présidant à ces réformes étant de vouloir faire de chaque individu un « *homme générique* » actualisant en lui toutes les virtualités et toutes les connaissances de l'espèce. Mais le temps des Pic de La Mirandole n'est plus. Et la première conséquence de cet état de choses fut d'achever, par un encyclopédisme absurde, l'enseignement classique. Aboutissement logique de cette évolution, l'instauration en 1968 du tronc commun intégral pour les deux premières années de tous les enseignements du second degré. Quant au baccalauréat, il s'est lui aussi « *banalisé* », et les facultés ont été envahies par une masse d'étudiants.

Mais les mirages de l'Université générique, dispensant à tous un même et unique super-savoir, cachent les dures réalités de la sélection. Sélection d'autant plus féroce qu'elle est fondée sur l'échec et n'ose pas dire son nom.

Il y a d'abord tous ceux qui sont dirigés vers les Collèges d'Enseignement Technique parce qu'ils n'ont pas eu des résultats suffisamment élevés dans l'enseignement secondaire. Or l'enseignement technique est, par une conception absurde, souvent méprisé et, en réalité, considéré comme le parent pauvre de l'Education Nationale. Et les jeunes gens

sortant d'un C.E.T., munis d'un diplôme peu estimé, couronnant un enseignement bien souvent coupé de la vie professionnelle, savent qu'ils ne peuvent espérer que des situations peu en rapport avec leur attente.

La médiocrité après le mirage est source de rancœurs !

Voilà peut-être l'une des raisons profondes de cette manifestation des élèves de C.E.T. le 4 avril 1973.

Il y a ensuite ceux qui se retrouvent en masse dans les facultés. Dès 1966-67, le Plan Fouchet envisageait de décongestionner une Université inadaptée à l'enseignement de masse en dirigeant vers des enseignements de cycles courts la majorité des étudiants. En quoi consistait ce plan ?

« En premier lieu, la création d'établissements courts, les I.U.T., déjà prévue pour le tertiaire, et qui devaient dans les cinq années à venir, absorber une partie de plus en plus importante des nouveaux étudiants. »

« En second lieu, la sélection qui aurait probablement été introduite selon les modalités proches de l'exemple anglais ou scandinave ; et qui aurait pu s'accompagner du développement d'une catégorie faiblement représentée en France et très nombreuse en Union Soviétique, celle des étudiants engagés dans la vie professionnelle, et poursuivant leurs études à temps partiel. »

« Enfin l'isolement du premier cycle, voire sa « secondarisation », enlevant aux facultés une bonne partie de leurs étudiants et donnant aux débutants un encadrement plus proche de celui des lycées. »

Mai 1968 fut, en partie, une réaction contre ce plan, et, de fait, la sélection n'eut pas bonne presse sous le ministère Edgar Faure. C'est ce dernier, pourtant, qui déclarait que la sélection devrait se faire *« non sur le parvis mais à l'intérieur du temple »*.

Formule imagée, bien faite pour illustrer exactement l'esprit du Diplôme

d'Etudes Universitaires Générales (D.E.U.G.). Ce dernier après deux années d'études ressemblant assez à celles du « College » américain, instaure un sévère barrage auquel s'ajoute la coupure du service militaire obligatoire.

Que des cycles universitaires plus courts soient nécessaires est fort possible sinon probable. Là où la réforme est éminemment critiquable c'est que dans le système actuel, le mirage et la réalité contraire sont une fois de plus intimement liées. Elle aboutit en effet à constituer une Université de deuxième zone destinée à fournir à l'économie des cadres subalternes.

Ainsi dans le même temps où l'on adule les jeunes, on tend à les diriger contre leur gré à l'aide des techniques les plus modernes en matière de psychologie sociale, vers des mirages d'autant plus éprouvants qu'ils recouvrent trop souvent des échecs pouvant influencer une vie entière.

C'est bien contre un avenir programmé que se révoltent, ouvertement ou non, nombre de jeunes.

UN TRAVAIL SANS FINALITES ?

Une telle situation est de plus en plus fréquemment refusée. Quant à l'avenir qu'elle prépare n'est-il pas terriblement noir après la démagogie universitaire ?

Et les jeunes éliminés du cursus honorem de si piètre façon, ne possédant en définitive aucune qualification professionnelle digne de ce nom prennent au hasard l'un de ces nombreux emplois de bureau dont la valeur créative est bien relative, et surtout dont l'utilité leur apparaît difficilement.

Mais ceux qui possèdent une qualification technique, parfois choisie en toute connaissance de cause, sont loin d'être des privilégiés. Dotés d'un savoir et d'un certain pouvoir technique ils ne sont que rarement associés soit à la préparation de leur travail, soit même à son contrôle. Travail fragmenté, parcellisé. Travail plus

enrichissant celui du cadre amené à utiliser toutes les ressources de son intelligence et de son savoir pour améliorer les techniques de manipulation des masses dans le cadre d'un département « *marketing* », par exemple ?

En un mot la plupart des étudiants se rendent compte que la machine universitaire, loin de préparer sainement à la vie professionnelle, fabrique des ratés pour la vie. Sans aucun doute sont-ils pris également d'une sorte de vertige devant le monde du travail qui les attend. Et ce n'est pas un refus du travail en tant que tel, mais bien la découverte prématurée que celui qui leur est proposé, loin d'éterniser l'homme dans son œuvre — si modeste soit-elle — l'attache à l'éphémère dans la course sans fin production-consommation.

Soyons lucide sur le sens d'une révolte qui peut nous paraître une simple réaction de peur devant la vie. Si cette attitude est plus fréquente qu'on le pense c'est que la hantise de la robotisation est présente — consciemment ou non — à l'esprit de nombre d'entre eux.

Cette hantise est d'autant plus forte que le monde contemporain semble déserté par l'espérance. Ou plutôt celle-ci est totalement désacralisée.

UN MONDE DESERTE PAR L'ESPERANCE

Les sociétés nées de la philosophie des lumières du XVIII^e siècle se sont ingéniées à liquider la notion de transcendance. A tout le moins elles ont réduit celle-ci à n'être qu'une simple émergence au sein de l'humanité. Ainsi le progrès scientifique et technique, ainsi l'éducation devaient permettre de répondre aux grandes interrogations de l'homme, à la place de la religion devenue désuète. Croyance également partagée par les marxistes qui font du développement des « *forces productives* » la condition sine qua non de la parousie socialiste.

On constate donc que, par-delà leurs divergences, monde capitaliste et monde **socialiste** ont à la fois développé et

sacralisé la technique avec l'espoir de conduire ainsi l'humanité vers le bonheur.

Une telle sacralisation entraîne désillusions sur désillusions. C'est devenu un lieu commun de se plaindre de ce que G. Friedmann appelle « *le milieu technique non dominé* ». Car on s'aperçoit vite que la technique par elle-même est neutre et froide. Elle enferme l'homme comme dans une prison dès lors qu'elle n'est plus dominée par la raison et soumise à un projet plus global.

Face à la technique, la jeunesse adopte une attitude ambivalente. Reflet, pour une part, de l'attitude générale, mais sous un aspect plus marqué. Elle y voit en partie une source de mieux être, comme une possibilité d'assouvir une certaine volonté de puissance propre à la civilisation qui a engendré cette technique. Ainsi peut s'analyser, par exemple, le désir de posséder le plus tôt possible une voiture !

Mais dans le même temps elle ressent une forte insatisfaction à l'égard des produits de la technique. On pourrait user d'une image plus parlante, en disant que le gadget agit sur elle comme une drogue ; il se crée rapidement une certaine accoutumance mais les périodes de manque deviennent de plus en plus tragiques.

Cette insatisfaction face aux produits de la société industrielle peut alors conduire la jeunesse à remettre en question toutes les œuvres de l'intelligence, à exalter l'instinctuel au détriment du rationnel.

Une telle attitude n'est pas pour rien dans le développement des mouvements écologiques, exaltant aussi bien le retour à la nature que le culte des puissances telluriques ! Et l'on voit certaines revues dites « *underground* », telle « *Actuel* », faire l'apologie des anciennes traditions paysannes dans tout ce qu'elles ont de plus irrationnel.

Cette démarche anti-intellectualiste aboutit également au délire du pansexualisme. Et la « *libération sexuelle* »

tend à devenir le symbole par excellence de la liberté. Dans le même temps toute une « industrie » tend pour sa part à banaliser le sexe.

Sacralisation-banalisation. Telle est l'attitude d'une civilisation qui ne domine plus son destin.

UNE JEUNESSE APPAREMMENT RESIGNEE ...

Que notre civilisation soit en période de crise, qui en douterait, mis à part les tenants d'un optimisme béat ? Or l'attitude des jeunes devant ce phénomène est loin d'être tranchée.

Une enquête fort instructive effectuée par l'hebdomadaire « *Le Point* » auprès de jeunes de 13 à 16 ans faisait ressortir, pour la plupart d'entre eux, un « réalisme » peut-être un peu désabusé qu'un garçon de quinze ans, élève d'un C.E.T., exprimait en ces termes : « *Dans quinze ans, je serai comme tout le monde* ».

Attitude tout aussi calme vis-à-vis de la politique. Des mouvements tels que l'U.N.E.F. l'ont appris à leurs dépens, qui, en milieu lycéen et universitaire, sont devenus des organisations fantômes. La même remarque pourrait être faite en ce qui concerne le P.C. dont le nombre de militants en milieu scolaire est quasi squelettique. Quant aux vieilles organisations trotskistes qui avaient vu dans les événements de 1968 l'occasion inespérée d'un bain de jeunesse leur influence reste très limitée.

Réponse au « *Point* », « *la politique c'est des discussions, parler, ça ne sert pas à grand chose* » ...

... SCEPTIQUE ...

Une certaine résignation n'est pourtant pas incompatible avec des sentiments profonds d'hostilité à l'égard de la société actuelle. On dénote chez eux une série de peurs, souvent informées mais réelles, concernant l'avenir. Une enquête menée auprès des lycéens parisiens relevait,

comme principales peurs, et par ordre décroissant, l'avenir personnel, l'échec scolaire et la solitude. C'est donc, une fois de plus, la sélection par l'échec qui est la plus redoutée, comme la vie quotidienne dans une cité dont toutes les commautés sont atomisées.

Ce scepticisme à l'égard de l'avenir se traduit fréquemment par une certaine tentation du nihilisme. A cet égard, la vogue chez les jeunes d'un périodique comme « *Charlie-Hebdo* » est significative. Triste journal et journal triste, « *Charlie-Hebdo* » ricane sur tout et à propos de tout. La religion comme l'armée, l'avortement comme le progrès technique, l'automobile comme la famille. Mais il reflète l'état d'esprit d'une fraction non négligeable de la jeunesse.

... ET PRETE A TOUTES LES AVENTURES.

Cela ne signifie pas pour autant que la jeunesse est devenue incapable d'enthousiasme.

Tout d'abord, il existe un certain nombre de mythes, c'est-à-dire d'idées-forces chez les jeunes. Mythes exotiques en premier lieu : admiration sans bornes pour des « héros » comme Mao ou le « *Che* », symboles de la révolte, nimbés d'une auréole de pureté qui doit beaucoup à leur éloignement dans l'espace. Par la même démarche s'explique la « *vogue Jésus* », incarnant pour certains à la fois l'innocence et la fraternité.

Cette fraternité que la plupart des jeunes recherchent ardemment et qu'ils ont tant de mal à trouver dans la société moderne. Cette fraternité qu'ils croient retrouver lors de ces fêtes « *pop* », d'où l'extraordinaire succès de Woodstock ou Altamont.

Ainsi s'explique également la constante référence à Mai 1968 que l'on trouve même chez les jeunes les moins politisés. Mai 1968 représente à leurs yeux une période au cours de laquelle la jeunesse a pu se répandre, s'extérioriser, prendre la parole comme jadis on avait pris la Bastille ...

Woodstock... Altamont... Mai 1968. Toutes ces fêtes évoquent pour certains une autre fête grandiose pour enfants perdus : Nuremberg.

L'Allemagne pré-hitlérienne connaissait elle aussi la déliquescence des mœurs et des cadres sociaux, le pan-sexualisme, une certaine désespérance dans sa jeunesse. Et lorsque Maurice Bardèche, un des rares écrivains français à s'avouer fasciste clame son désir de « *récupérer* » Altamont, il est parfaitement logique avec lui-même. Car aujourd'hui, il en faudrait peut-être très peu pour que les jeunes se laissent entraîner dans un surréalisme de la politique, une sorte de voyage « *rimbaldien* ». Une aventure qui se termine toujours très mal et dont les réveils sont amers !

UN PROJET POUR LES JEUNES.

La nécessité d'un « *projet pour les jeunes* » s'impose donc aussi bien pour aller au-devant de leur « *mal de vivre* », que pour tenter d'éviter que leur révolte ne serve de tremplin à un nouveau totalitarisme. Il s'agit alors, en premier lieu, de trouver de nouvelles finalités à notre société, ou plus exactement, de retrouver une place à côté des finalités marchandes aujourd'hui exclusives des autres, pour d'autres possibilités de développement.

Ceci suppose la mise en œuvre d'une véritable anthropologie dont l'étude dépasse largement le cadre d'un tel article. Du moins peut-on, dès maintenant, poser quelques jalons.

Ainsi l'un des reproches fondamentaux que l'on pourrait faire à notre société est de tendre à réduire l'homme à un être uniquement régi par des besoins. Cette vision conforme à la fois à l'optique du capitalisme entrepreneurial et à celle du marxisme est profondément mutilante. L'homme s'il est un animal industriel est aussi pourvu de facultés ludiques. Mais par dessus tout il est un être doté d'une raison, au sens grec du terme. C'est-à-dire une faculté qui englobe tout à la fois la démarche logique rationnelle, l'intuition, et cette mystérieuse dialectique de

l'amour grâce à laquelle, sortant de lui-même, l'être s'élève à la contemplation de l'infini.

Ceci revient à dire que la fin suprême de la société doit être de permettre à l'homme, et la contemplation et l'amour.

La première tâche du politique devra donc être de réinsérer l'amitié et l'amour dans une cité qui peu à peu les oublie.

Cela suppose une réhabilitation de la famille, qui aille plus loin que des promesses verbales, permettant, entre autres, à la mère de famille de se consacrer plus largement à ses enfants.

Autre point, d'importance égale sinon supérieure, le travail. Oeuvrer à la disparition du « *travail en miettes* », à l'enrichissement des tâches, tels sont les objectifs premiers d'une revalorisation du travail indispensable.

Quant à l'Université, il est urgent qu'elle devienne non seulement véritablement pluridisciplinaire, mais sur l'appréhension concrète des réalités d'un métier ou d'une culture donnée. L'enseignement devrait donc redevenir le produit et le complément de l'éducation donnée par les communautés sociales.

Tout cela est encore fort incomplet, mais il faut avant tout avoir senti la dimension profonde de cette désespérance d'une grande partie de la jeunesse pour comprendre combien il est urgent de lui proposer un projet de civilisation.

Arnaud FABRE



Revue du **MARCHÉ COMMUN**

(créée en 1958)

Parution mensuelle sur 52 pages, format 21 x 29,7.

Chaque numéro comprend :

- des éditoriaux sur les problèmes du jour ;
- des articles de fond sur les questions en cours d'étude dans les institutions communautaires.
- le dépouillement du Journal officiel des Communautés ;
- la jurisprudence de la Cour de Justice ;
- des comptes rendus bibliographiques.

La Revue publie périodiquement d'importants numéros spéciaux.

La **REVUE DU MARCHÉ COMMUN**, fondée dès la mise en vigueur du Traité de Rome, est la publication française d'étude et de travail qui analyse au jour le jour et à long terme tous les problèmes nés de la création de la Communauté Économique Européenne.

Son sommaire et un résumé des articles sont présentés en langue allemande et en langue anglaise.

L'abonnement annuel est de **110 F** pour la France.

120 F pour l'étranger.

SES NUMEROS SPECIAUX

1971	LE MAROC ET LE MARCHÉ COMMUN (n° 142, mars-avril) : 35 F.
1971	L'ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (n° 141, février) : 20 F.
1970	LA COOPÉRATION ENTRE LES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES (n° 139, décembre) : 70 F.
1969	L'AGRICULTURE EUROPÉENNE A UN TOURNANT (n° 128) : 12 F.
1969	L'ASSOCIATION ENTRE LA C.E.E. ET LES ÉTATS AFRICAINS (n° 123) : 10 F.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

• Je souscris abonnement d'un an à dater du numéro à la **Revue du Marché Commun**, 3, rue Soufflot, 75005 Paris. C.C.P. Éditions Techniques et Économiques, Paris 10737-10.

	Numéros spéciaux	Nombre d'exemplaires	Prix
• Je commande :	N°		
	N°		
	N°		

Paiement par : Mandat ☐ C.C.P. ☐ Chèque bancaire ☐

Profession :
Adresse :
Nom :
Date et signature :

l'architecte dans la cité

entretien avec Francois Mirc

Diplômé en 1973 de l'Ecole d'Architecture de Rouen, François Mirc est l'auteur d'un projet original dont il a bien voulu confier un résumé pour ce numéro d'Arsenal. Au cours de cet entretien, il cherche à redéfinir la place et le rôle de l'architecte dans la cité.

Arsenal : *Quel est le rôle de l'architecte dans la cité ?*

F. Mirc — Parmi ceux qui modèlent le visage de la cité, l'architecte occupe une place-clé, à mi-chemin entre les urbanistes et les corps de métier chargés d'appliquer ses directives pour bâtir maisons individuelles, logements collectifs, grands ensembles ou édifices publics. Chacun connaît le principe : l'architecte sollicité propose ses plans, les corrige en fonction des désirs du client, surveille les travaux et garantit personnellement la qualité de l'ouvrage. Il cherchera rarement à sortir de ce cadre relativement étroit.

Arsenal : *Fait-on souvent appel à un architecte ?*

F. Mirc — Sur l'ensemble des permis de construire délivrés chaque année, les trois-quarts le sont en dehors des cabinets d'architectes, en particulier pour les maisons individuelles. Mais il faut savoir que le quart restant comprend toutes les grosses affaires, qui passent généralement par de gros cabinets, très prospères, tandis que deux architectes sur trois vivent assez difficilement, en bâtant de temps à autre quelques pavillons.

A tel point qu'une loi récente oblige les constructeurs de plus de 300 m² à faire appel à l'architecte...

Arsenal : *Pourquoi les futurs propriétaires négligent-ils l'architecte ?*

F. Mirc — Principalement par crainte des honoraires (8 % pour une maison individuelle) qui s'ajoutent à un prix de construction déjà fort élevé et à l'achat du terrain. Mais aussi parce que l'architecte manque souvent de sensibilité pour pressentir (et remodeler !) les désirs du client. Ce défaut est d'ailleurs loin d'être atténué par l'enseignement des écoles d'architecture, où règnent à la fois un « esprit de géométrie » bien impropre à préparer à des tâches humbles mais essentielles, et un dogmatisme que mai 1968 n'a nullement estompé ! L'autre raison réside dans le fait que le logement tend à n'être plus qu'un objet de consommation — comme n'importe quel autre — et que l'on a pris l'habitude de choisir sur catalogue, en « tout compris », livrable immédiatement...

Arsenal : *Cette tendance des architectes à « se faire plaisir » n'est-elle pas perceptible dans des réalisations plus vastes ?*

F. Mirc — C'est évident ! Pour un Le Corbusier « première manière », pour un Emile Aillaud aujourd'hui, l'homme doit s'adapter à leur caprice, alors qu'ils auraient dû d'abord observer et questionner. Le Corbusier rêvait d'un monde vertical, éparpillé dans la verdure, mais ses réalisations secrètent l'ennui et empêchent les contacts sociaux les plus élémentaires. Emile Aillaud nous offre « La Grande Borne », près de Paris : il corrige certaines erreurs, mais n'a pas prévu (ou n'a pas voulu voir) la ségrégation de la population, les difficultés de transports, les réticences des commerçants à venir s'installer dans une zone de bas salaires, la persistance des « maladies » des grandes villes dans un ensemble immergé dans la région parisienne.

Arsenal : *L'architecte doit-il alors devenir sociologue, urbaniste, « aménageur du territoire » ?*

F. Mirc — En un sens, oui ! Parce qu'il n'y a pas de maison ou d'édifice « en soi ». L'ouvrage s'insère dans un ensemble, ville ou quartier, bourg ou village, en même temps qu'il doit respecter les cellules sociales plus petites. Mais l'architecte doit à tout prix garder son identité. Pourquoi ?

Parce que si l'urbaniste, l'architecte et l'ingénieur ont des tâches complémentaires ou plus exactement fractionnées et se succédant dans le temps, l'architecte est le seul à avoir la vue d'ensemble nécessaire pour mettre en garde l'urbaniste et guider l'ingénieur. L'idéal serait qu'ils puissent travailler ensemble, car il est stupide de cloisonner le travail de ceux qui modèlent le visage de nos cités. Trop souvent la méconnaissance de leur interdépendance respective est responsable du développement inhumain des grandes cités ou du non-respect des sites ou d'un style local.

Arsenal : *L'architecte a-t-il une vision claire de son rôle ?*

F. Mirc — Malheureusement l'architecte d'aujourd'hui ne se pose pas beaucoup de questions. Il prospère dans de gros cabinets en se mettant sous la coupe du marchand, trace négligemment des plans de « logements sociaux » qui ne lui rapporteront que bien peu, ou bien vivote en picorant ça et là ! Autrefois la situation était bien différente. Rappelons, par exemple que sous l'Ancien Régime, les architectes « patentés » s'occupaient essentiellement des grands édifices, faisant également fonction d'urbanistes (songeons à certaines villes aérées au XVIII^e siècle...), tandis que les traditions des compagnons suffisaient pour la plupart des

maisons d'une France rurale, et ce grâce à une éthique soucieuse de respecter l'échelle de l'homme et son rythme de vie aussi bien que la qualité de l'ouvrage. Depuis le machinisme et l'industrialisation, depuis le déracinement vers les villes, après une Révolution dispensant à la bourgeoisie la propriété des terrains à « lotir » et brisant les corporations, entre autres celle du bâtiment, on en est venu le plus souvent à construire de manière anarchique des « maisons de rapport », ou des demeures bourgeoises où l'« épate » rivalise avec l'absence de goût. Les circonstances, comme le tempérament, ont amenés nombre d'architectes à devenir médiocres, à se soumettre sans discussion aux seuls impératifs de rentabilité financière immédiate, négligeant le coût social entraîné par des calculs à court terme.

Il n'est pas certain que cette mentalité ait disparu aujourd'hui, ou même soit en passe de se transformer le moins du monde !

Arsenal : *Les architectes connaissent-ils les analyses de l'américain Lewis Mumford, sur le « déclin des villes » par exemple ?*

F. Mirc — Très peu, je crois. Les vues de synthèse de Mumford — qui refuse de se dire urbaniste, ingénieur ou architecte, mais s'intitule « écrivain » — sont peut-être trop novatrices pour certains, sans compter que la société américaine a quelque avance sur nous en ce qui concerne la migration hors des villes. Elles suscitent cependant deux types de réactions : ou bien l'architecte se réfugie derrière son « éthique » professionnelle, synonyme ici de non-engagement, et décline toute responsabilité ; ou bien, et cette attitude est très sensible dans les écoles d'architecture depuis mai 1968, l'architecte se dissout dans les vues générales d'urbanisme planificateur, ou cherche à rivaliser

avec l'ingénieur. A tel point que certains diplômés récents ne savent même plus faire des « esquisses », ce qui est tout de même gênant...

Arsenal : *Pourtant cette tendance des écoles d'architecture, et donc des étudiants, à se soucier d'urbanisme ou de technique devrait être bénéfique ?*

F. Mirc — Oui, mais à condition de ne pas être exclusive, car alors à quoi sert un architecte qui fait double emploi avec l'ingénieur de Travaux publics ou de Centrale sans en avoir la rigueur ? Et sur les questions d'« aménagement du territoire », l'enseignement des « Beaux Arts » ne vaut pas celui de l'Institut d'Etudes Politiques, par exemple. N'oublions pas que l'architecte est avant tout un « artisan », sinon un « artiste ».

Arsenal : *Voyez-vous des solutions ?*

F. Mirc — J'en vois au moins dans trois directions. D'abord renforcer dans l'enseignement ce qui fait la raison d'être de l'architecte : par exemple l'expression rapide par l'esquisse et les contacts fréquents avec le métier pour ne pas tomber ni dans le complexe du « technique », ni dans un rêve trop satisfaisant. Ensuite entraîner au travail en équipe, et ce dès les années d'enseignement, tous ceux qui participent à la construction de la cité, au moins sur le plan technique : urbanistes et « aménageurs » du territoire, architectes et ingénieurs, sans oublier que l'architecte constitue un « lieu géométrique ». Enfin donner les rudiments d'une philosophie politique ou plus simplement apprendre à respecter un art de vivre que l'architecte peut, et c'est malheureusement souvent le cas, désintégrer. Un architecte formé dans telle région, ne devrait pas construire sans précaution n'importe où, lorsqu'il ne connaît

ni le style local, ni les us et coutumes.

Arsenal : *Qu'avez-vous choisi comme sujet de diplôme ?*

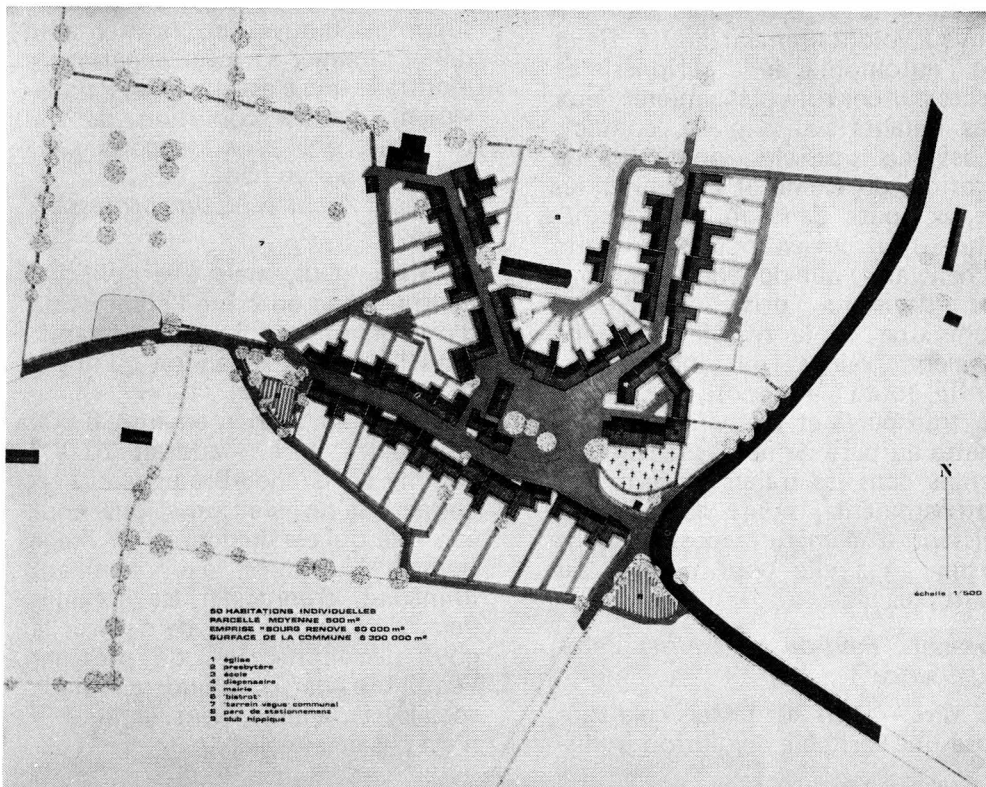
F. Mirc — J'ai voulu rompre avec les sujets à la mode (études de marinas, villages de vacances, station de ski), ou exclusivement d'urbanisme, pour tenter d'imaginer un cadre architectural lié à un nouveau style de vie. Partant de la constatation d'un certain nombre d'échecs dans les grosses concentrations urbaines, cherchant à remettre en cause le mode de vie urbain actuel, j'ai été tout naturellement amené à étudier la possibilité d'aménagement d'un groupe d'une cinquantaine d'habitations familiales élargies à trois générations, autour d'un noyau existant indispensable à l'enracinement des nouveaux venus, et bâties avec leur concours au fur et à mesure de leur installation et de leurs besoins.

Arsenal : *Ce village existe-t-il ?*

F. Mirc — Oui. C'est un petit village d'une centaine d'habitants, du pays d'Auge en Normandie, aujourd'hui en train de disparaître, comme tant d'autres. Cette étude « située » m'a permis de poser la plupart des problèmes (emplois, scolarité, transports) sans tomber dans l'abstraction ni l'utopie.

Arsenal : *Qu'apportez-vous de nouveau ?*

F. Mirc — Je refuse de tenir pour inéluctable l'urbanisation massive qu'on nous promet dans la perspective 1985. Au contraire, une nouvelle migration se prépare chez les citadins fuyant les contraintes insupportables de la grande ville. Mais il faut la discipliner pour éviter l'anarchie régressive de la « mégapole » américaine, l'« anti-cité » selon Mumford, c'est-à-dire chacun construisant n'importe quoi pourvu



que ce soit dans un univers végétal et créant ainsi un tissu « urbain » ininterrompu. Le progrès, c'est de décongestionner les villes en lançant des centres plus petits, vivant plus ou moins en autarcie, des noyaux où se rétablit la communication sociale, des styles de vie où automobile et télévision redeviennent ce qu'ils auraient dû toujours rester, des serviteurs et non des maîtres.

Arsenal : *Comment y parviendrez-vous ?*

F. Mirc — Lorsqu'on accepte ces hypothèses, les problèmes ne sont plus posés de la même façon. D'abord, en évitant la spéculation sur les terrains, il devient possible d'investir plus, et mieux, dans une maison où la présence de « volumes privatifs » importants permet de sauvegarder la vie familiale, et le cas échéant de l'élargir à la génération des grands-parents. Ensuite en ne dépassant pas un chiffre optimum de population qui évite à la fois les clans et le gigantisme, le « village » préserve la vie collective dans un noyau volontairement limité. Rejet de l'automobile à la périphérie et accès par des rues piétonnières, jeux des enfants sur la place, contacts redevenus possibles, possibilité de profiter du calme et de goûter les beaux jours dans un cadre esthétique, tout devient possible à petite échelle alors que de telles intentions ou décisions prises dans une commune de la région parisienne seraient vaines ou inopérantes. Enfin, tout cela suppose un système de transports et d'emplois qui permette au père de ne pas perdre son temps dans les trajets et de gagner suffisamment pour la famille, laissant à la mère la possibilité de rester chez elle pour remplir ses multiples tâches.

Arsenal : *Peut-on généraliser cette expérience ?*

F. Mirc — Bien sûr ! Mais cela suppose une véritable révolution (redis-

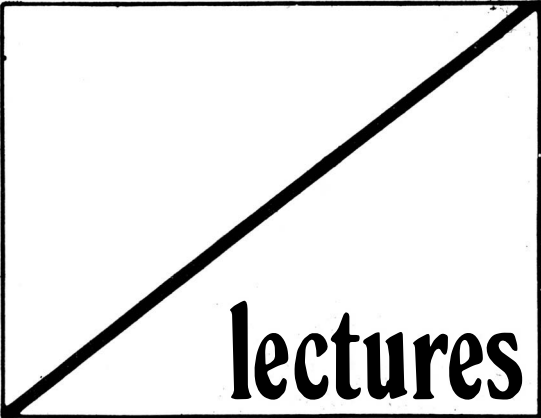
tribution des centres de production, aménagement de la semaine de travail, transformations de la vie scolaire...), mesures à moyen et long terme qui remettent en cause bien des routines et des privilèges. Et là, l'architecte en tant que tel sort de son domaine et laisse la place au politique dont la fonction est d'harmoniser tout cela.

Arsenal : *Est-ce réalisable ?*

F. Mirc — Techniquement, oui ! Avec les nouvelles sources d'énergie qui ne fixent plus les industries dans certaines régions, avec le turbo-train, rien ne s'oppose au regroupement des activités de production pour les rapprocher des régions défavorisées et limiter en même temps la pollution et la dégradation du paysage, rien ne s'oppose non plus à la naissance de nombreux villages dans une France dont la densité moyenne est faible par rapport à nos possibilités de peuplement. Mais cela implique la rupture avec certaines habitudes mentales, avec les mécanismes de la rentabilité s'appliquant à tout, cela suppose l'innovation, la mentalité de « pionnier », des expériences montrant que c'est possible. Parallèlement, l'autre condition de viabilité est une prise de conscience politique par en haut.

Arsenal : *Architecte, une profession d'avenir ?*

F. Mirc — Oui, mais une politique malthusienne entraîne l'élimination d'un grand nombre d'étudiants, d'où l'idée très répandue qu'il y a trop d'architectes. Il y a aujourd'hui en France environ 8 000 architectes. Il en faudrait 20 000 comme en Grande-Bretagne si l'architecte se réveillait pour jouer tout son rôle qui est de donner un visage humain à notre environnement immédiat, d'enraciner les hommes dans la durée au lieu de cultiver le goût de l'éphémère, de protéger l'équilibre de la première cellule sociale, la famille, sans laquelle il n'est pas de cité viable.



lectures

Peter FARB Les indiens éd : Seuil

Essai sur l'évolution des sociétés humaines. Par Peter FARB.
Editions du Seuil. 1972, 355 p.

Les Indiens sont à la mode. Après les grands voyageurs du XVIII^e siècle, après Rousseau, le mythe du bon sauvage re-fleurit dans la littérature. Il est du dernier bon ton de boire aux sources merveilleuses d'une sagesse indienne qui n'est généralement qu'une transposition prétentieuse des idées du « découvreur ». Nous voilà bien loin de Benjamin Franklin qui affirmait que « *le rhum doit être considéré comme un don de la Providence pour extirper ces sauvages et faire de la place aux cultivateurs du sol* » ! Remarquable précurseur en tout cas de certains « politiques » modernes ou des propagandistes d'un Planning Familial à l'usage des sous-développés de couleur...

Le livre de Peter Farb, émaillé au passage de cette sorte de citations pittoresques, se tient objectivement à l'écart de l'un et l'autre penchant, en intention et en méthode, en tout cas.

C'est sans doute pourquoi cet essai sur l'évolution des groupes sociaux, de la famille à l'Etat en passant par la bande et la tribu, est rempli d'observations judi-

cieuses sur les affrontements des cultures et des ethnies. Essai ambitieux et prudent à la fois. On critiquera peut-être la prétention de nier tout rôle à l'individu dans l'histoire, mais Farb a le mérite de mettre en évidence le rôle des échanges entre civilisations, et la convergence des moyens, condition nécessaire sinon suffisante, à toute découverte, à tout progrès. Tel inventeur génial, en autre lieu et autre temps, n'eut été qu'un cultivateur paisible ou un gentil narrateur de contes pour enfants.

Le pré-colombien qui mettait des roulettes à un espèce de scorpion, jouet ou objet sacré, aurait peut-être pu concevoir une charette s'il avait connu des bêtes de trait. Ce qui est vrai pour la technique l'est aussi pour la pensée. Ainsi au XVI^e siècle, rappelons-le au passage, Vittoria, l'un des fondateurs du droit des gens, celui qui avec Las Casas précisément devait être le grand protecteur juridique des indiens, définissait le « *droit de communication* » des peuples entre eux pour leur progrès mutuel.

Peter Farb a donc dressé un **panorama** remarquable de l'état actuel des connaissances sur l'histoire de l'homme en Amérique du Nord depuis son arrivée sur le continent. Il fournit également une série d'études exemplaires sur les principaux groupes indiens de l'hémisphère Nord, presque exclusivement au nord du Rio Grande.

Pour tout homme épris de culture générale, cet ouvrage apportera les bases indispensables d'une connaissance de la diversité de la population indienne, les différents stades de sa culture avant la colonisation.

Pour le sociologue et le politique, l'essai apparaîtra comme un ouvrage majeur auquel on se référera longtemps, aussi bien pour en critiquer certaines thèses que pour y trouver la base d'une étude socio-politique plus approfondie, non seulement sur l'« évolution » des sociétés humaines, mais aussi sur leur

coexistence, leurs affrontements et leurs échanges.

(Rappelons que Peter Farb est un anthropologue américain, chargé de l'étude des cultures indiennes au Riverside Museum de New York.)

Hervé CATTÀ

autour d'un centenaire Charles Péguy

par Gérard Leclerc

A l'occasion de son centenaire, on parle beaucoup de Charles Péguy. Mais le lit-on ? Arsenal a cru bon présenter cette brève introduction à son œuvre en prose. Espérons qu'elle incitera à un retour réel à une pensée indispensable à notre temps.

Si le centenaire de Péguy pouvait seulement « faire signe » aux jeunes générations, et à ce qu'il y a de meilleur en elles. Ce serait extraordinaire, cela risquerait de déclencher un cataclysme révolutionnaire qui surprendrait tout le monde, qui clouerait le bec aux conservateurs niais et aux révolutionnaires tristes et qui rallierait tout ensemble les réactionnaires vrais et les gauchistes dont l'Espérance est le secret. Mais, est-il permis de rêver ? Faut-il croire encore à la petite fille Espérance ? Empêtré dans le moderne, son abjection, ses techniques d'aviilissement, son culte du veau d'or, le temps présent répond tellement à tout ce qui a été dénoncé par Péguy qu'il paraît peu probable à vue humaine, que soit compris son message. Sauf par un petit reste...

Mais celui qui a si bien chanté la deuxième vertu théologale serait le premier à s'insurger contre le scepticisme et le découragement. Il nous chante au fond du cœur, l'homme de l'Espérance, que sa vertu fait :

Des âmes neuves avec des âmes qui ont déjà servi

Des jours neufs avec des jours qui ont déjà servi

Des âmes transparentes avec des âmes troubles

Des âmes levantes avec des âmes couchées...

Ne serait-ce que parce qu'il a si bien parlé de l'Espérance, il faut écouter Péguy, revenir à lui. Nous qui, tous les jours, avons devant les yeux, des yeux de

garçons et de filles de quinze ans qui ont des yeux blasés, des yeux éteints, des yeux morts, avons besoin de porter comme un viatique ce chant profond.

UN SOCIALISTE

Mais Péguy ne fut pas d'emblée et tout de suite poète et grand poète chrétien. Ce fut d'abord un socialiste, un militant socialiste. Il l'est toujours resté d'ailleurs. Péguy n'est pas de ceux qui se renient. Il change certes, mais en s'approfondissant. D'ailleurs, pour lui, la révolution n'est pas un reniement, le refus de la tradition : « Une révolution est un appel d'une tradition moins parfaite à une tradition plus parfaite, un appel d'une tradition moins profonde à une tradition plus profonde. Une révolution revient à fouir plus profondément dans les ressources non épuisées de la vie intérieure. »

On comprend qu'il soit une singulière figure au sein des socialistes de son temps. Avant de devenir chrétien mystique, Péguy est un socialiste mystique, c'est-à-dire un socialiste de cœur qui prononce le *misereor super turbam*, qui a la compassion de la misère. Or la misère pour cet homme qui n'est pas encore chrétien, c'est la damnation. Le socialisme, c'est donc la rédemption temporelle.

Les autres socialistes sont loin de son cœur. Il le découvrira de plus en plus, comme il découvrira qu'étaient rares les dreyfusards au cœur pur : « ... la plupart de ceux qui parlent de la misère le font par intérêt, par emphase et démagogie ; les partis socialistes célèbrent par tant de banquets et par tant de fêtes la déviation de leur action récente que l'on se demande quelle fête ils imagineraient le jour que la révolution serait faite. » Ce socialiste n'a que faire des grands dis-

cours des idéologues sur l'organisation de la cité future. Tant qu'il y aura de la misère, tant qu'il restera un seul misérable, rien ne sera fait. « Une absence particulière peut causer une privation totale :

Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé. »

Nous sommes loin du collectivisme et de son cortège cruel d'indifférences à la souffrance des hommes concrets dans la poursuite de la réalisation de l'homme générique et du communisme : « Le devoir d'arracher les misérables à la misère et le devoir de répartir également les biens ne sont pas du même ordre : le premier est un devoir d'urgence ; le deuxième est un devoir de convenance. »

Ce socialiste d'une espèce particulière se méfie de l'égalitarisme. Ce qu'il retient avant tout de la devise républicaine, c'est la fraternité. La fraternité, parce qu'elle est une des préoccupations les plus traditionnelles de l'humanité et que les préoccupations traditionnelles, instinctives de l'humanité se trouvent à l'analyse beaucoup plus profondes, beaucoup plus justifiées, beaucoup plus vraies que les récentes, et presque toujours factices, manifestations de la démocratie. Les vraies révolutions se font au nom de la fraternité. Les plus contestables au nom de l'égalité. C'est l'égalité qui a inspiré la révolution au glaive d'où sortit la nation la plus impérialiste du monde. C'est elle qui inspira également la révolution américaine et sa république si impérialiste, capitaliste. « C'est un sentiment composé, mêlé, souvent impur, où la vanité, l'envie, la cupidité contribuent. » (1)

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que Péguy se soit de plus en plus découvert étranger au monde socialiste

(1) Tous ces textes sur le socialisme sont tirés de « De Jean Coste » paru dans le Troisième Cahier de la quatrième série (4 novembre 1902). Cf. Bibliothèque de la Pléiade : Charles Péguy, œuvres en prose, 1898-1908.

de son temps, exception faite de quelques personnalités marquantes, celle entre autres « de notre bon maître M. Sorel ». Ce qui n'arrangerait rien, c'est évidemment la politocailerie parlementaire des organisations socialistes, politocailerie qui aboutissait à l'alliance des représentants du prolétariat avec la bourgeoisie voltairienne et anticléricale : « ... il faut une énorme imbécillité mentale pour croire, pour compter que les bourgeois voltairiens, une fois victorieux, tiendront leurs promesses, leurs engagements ; énorme imbécillité mentale doublée d'une énorme ignorance de l'histoire, puisqu'il n'y a pas d'exemple que les bourgeois voltairiens, une fois débarrassés et victorieux de leurs adversaires, de leurs ennemis, de leurs concurrents catholiques, généralement chrétiens, une fois nantis du pouvoir politique, aient tenu envers la classe ouvrière les engagements souscrits à l'heure d'un danger que l'on disait commun. » (2)

UN SOCIALISTE PATRIOTE

Généralement le socialisme se veut internationaliste. Le prolétaire n'aurait pas de patrie. Rien n'est plus absurde pour Péguy. Son socialisme est profondément, spécifiquement, français. Il correspond aux vertus traditionnelles du peuple français. Rien de destructeur en lui, aucune volonté de sabotage. Mais : « L'assainissement de ce qui est malade, l'éclaircissement de ce qui est trouble, l'ordination de ce qui est désordre, l'organisation de ce qui est brut. Faut-il noter combien ce socialisme à base de générosité, combien cette générosité claire, combien cette générosité pleine et pure était dans la tradition française ; plus que dans la tradition française même, plus profondément dans le génie français. » (3) Sa révolution n'avait rien de

nihiliste, elle était essentiellement organique. Le nihilisme ravageur n'a jamais été chose française.

Or Péguy était avant tout de ce peuple français, de cette terre de France qu'il aimait d'un amour à la mesure de son chant.

Heureux ceux qui sont morts pour
leur âtre et leur feu

Et les pauvres honneurs des maisons
paternelles.

Nul mieux que le poète de l'Incarnation, du charnel, et du spirituel qui est lui-même charnel ne pouvait amoureusement évoquer sa patrie. Nul n'a mieux parlé de Paris : « monument de monuments, monument des monuments, monument capital de tant de monuments élémentaires, ville monument, capitale monument », nul n'a mieux évoqué l'Île de France, l'immense Beauce (comment y penser sans qu'immédiatement reviennent « Et la profonde houle et l'océan des blés »), nul n'a mieux exprimé pourquoi

La Loire est une reine et les rois l'ont
aimée. (4)

Le jeune Charles était de ce pays de Loire, né à Orléans où sa mère était rempailleuse de chaises.

Mais si le charnel est lui-même spirituel, la France comme toutes les cités charnelles constitue le corps de la cité des Dieux. Cela Péguy devait le redécouvrir petit à petit, de la même façon qu'il redécouvrit la foi. Ce pays qu'il aimait tant, ce peuple, étaient, venaient de chrétienté. Jeanne d'Arc en était sortie. On sait qu'une première Jeanne précéda celle du mystère de la Charité de Jeanne d'Arc, une Jeanne socialiste, celle-là. II

(2) Avertissement Au Cahier Mangasarian. Onzième cahier de la cinquième série (1er mars 1904). Pléiade : œuvres en prose, 1898-1908.

(3) Notre Jeunesse. Douzième Cahier de la onzième série. (12 juillet 1910). Pléiade : œuvres en prose, 1909-1914.

(4) Devant les accidents de la gloire temporelle. Premier Cahier de la neuvième série (6 octobre 1907). Pléiade : œuvres en prose, 1898-1908.

fallait bien qu'un jour la sainte transparaîsse dans l'héroïne, comme il fallait bien qu'un jour la France réapparaisse comme fille aînée de l'Eglise.

Pour retrouver cette France-là qui n'avait rien à voir avec ce qu'il appelait l'histoire de défense républicaine, il fallait que Péguy rejoigne une tradition plus profonde ; disons le mot, une tradition d'Ancien Régime. Le mot n'était pas fait pour l'effrayer. Au contraire ! « Le débat, affirme-t-il dans notre jeunesse, n'est pas entre un ancien régime, une ancienne France qui finirait en 1789 et une nouvelle France qui commencerait en 1789. Le débat est beaucoup plus profond. Il est entre toute l'ancienne France ensemble, païenne (la Renaissance, les humanités, la culture, les lettres anciennes et modernes, grecques, latines, françaises), païenne et chrétienne, traditionnelle et révolutionnaire, monarchiste, royaliste et républicaine, — et d'autre part, et en face, et au contraire une certaine domination primaire, qui s'est établie depuis 1881, qui n'est pas la République, qui se dit la République, qui parasite la République... »

Les hommes de la République de 1793 pour Péguy font partie de l'ancienne France. Ils ne sont pas de la France moderne, moderne étant dans le vocabulaire péguyste le pire des adjectifs, le plus ignominieux, symbole d'avilissement, de décadence, de barbarie. Les gens de 93 avaient la mystique républicaine. Depuis la république a perdu la mystique pour se perdre dans la politique politicienne.

Ce républicain au grand cœur n'a rien d'un démocrate. C'est même lui qui dira d'une façon cinglante que la dernière façon d'être peuple, est de ne pas être démocrate. Il n'est pas pour autant royaliste, bien qu'il ait un immense respect et un grand amour pour les rois : « ... Louis XVI n'étant plus assez roi

fut déplacé par une République plus roi : roi fainéant il fut déplacé par la jeune République comme les derniers mérovingiens, devenus fainéants, furent déplacés par les jeunes carolingiens. La République fut la quatrième dynastie. Forte de sa jeunesse elle fonda une tradition, une conservation : elle fut une insaturation ».

Cette république n'existe plus. Car il y a eu la coupure des années 80. A ce moment, l'honneur a été perdu.

L'ARGENT !

De ces années date l'avilissement, l'envahissement du « moderne », avec la perte des mœurs de l'ancienne France, l'honneur du travail, l'ouvrage bien faite. Que s'est-il bien passé ?

« Tout le mal est venu de la bourgeoisie. Toute l'aberration, tout le crime. C'est la bourgeoisie capitaliste qui a infecté le peuple. Et elle l'a précisément infecté d'esprit bourgeois et capitaliste. Je dis expressément la bourgeoisie capitaliste et la grosse bourgeoisie... »

Par le ministère de la bourgeoisie, le travail a été traité comme une valeur en bourse. Du coup il a été dévalorisé aux yeux du travailleur lui-même. La notion de juste prix qui avait été une des bases de l'ancien monde a ainsi été bafouée. En même temps, la bourgeoisie introduisait dans le monde ouvrier les théoriciens patentés du sabotage, qui tous n'étaient que des bourgeois intellectuels. Au premier rang de ceux-ci, Jaurès. Pour Jaurès, Péguy est impitoyable. Personne, sauf peut-être un tout jeune journaliste royaliste du nom de Georges Bernanos, n'a été aussi dur pour le tribun socialiste : « Le traître par essence... Une misérable loque. Je demande pardon au lecteur de prononcer ici le nom de M. Jaurès. C'est un nom qui est devenu si basement ordurier que quand on l'écrit pour l'envoyer aux imprimeurs on a l'impression

que l'on a peur de tomber sous le coup d'on ne sait quelles lois pénales. » (5)

Jaurès était donc le symbole de la dégradation du socialisme comme il avait été le symbole de la dégradation du dreyfusisme. Qu'il parle au nom du monde du travail, au nom des ouvriers, c'est le signe **« que nous avons connu un peuple que l'on ne reverra jamais »**. Ce qui ne signifie pas que le bon sens de ce peuple soit tari pour toujours. Mais la crise est sérieuse.

Un autre symptôme de la gravité de la crise : **« Il faut qu'il y ait une raison pour que dans le pays de Saint Louis et de Jeanne d'Arc, dans la ville de Sainte Geneviève, quand on se met à parler du christianisme, tout le monde comprenne qu'il s'agit de Mac-Mahon, et quand on se prépare à parler de l'ordre chrétien pour que tout le monde comprenne qu'il s'agit du seize-mai. »** C'est une autre preuve tragique que le moderne avilit tout : les chrétiens modernes ont eux-mêmes avili le christianisme.

Parce qu'ils sont modernes, parce qu'ils participent de l'esprit moderne, du moderniste qui consiste à **ne pas croire ce que l'on croit**. Mais quelle liaison, quelle complicité entre le modernisme et l'argent ? L'argent n'est point déshonorant, quand il est le salaire, et la rémunération et la paye, par conséquent quand il est le traitement quand il est pauvrement gagné. Il n'est déshonorant que quand il est l'argent des gens du monde. Car alors il est objet de spéculation, de jeu. Il n'est plus le prix du pain.

SIGNIFICATION DU BERGSONISME

Il peut paraître surprenant que dans son combat contre le modernisme, Péguy ait trouvé un grand renfort dans la pensée de Bergson. Il l'a trouvé dans la mesure où Bergson est un philosophe de l'in-

tériorité, parce que cette intériorité se définit par le sentiment de la durée et parce que c'est ce sentiment qui est propre à l'homme. L'intellectualisme moderne est étranger à cette durée : du même coup il fait abstraction de la vie, de la liberté ; il méconnaît le présent un instant avant qu'il **entre dans l'éternelle prison du passé**. Car le présent, c'est la vie, la liberté.

« Le présent est un certain point d'une nature propre. Il est un point de nature et un point de pensée.

Le ministère du présent n'est pas seulement de regarder passer. Il est de faire passer.

Le ministère du présent n'est pas seulement de regarder vieillir. Il est de faire vieillir.

Il n'est pas seulement le spectateur, qui regarde passer le temps. Il est le centre et l'agent même et le point de passée du temps.

Le point de passage est déjà en même temps le point de passée.

Le présent n'est point inerte... » (6)

Cette question capitale du « présent vivant » fut reprise par la suite. C'est le *stehen des und bleibendes ur-jetzt* de Husserl, ce « maintenant originaire se posant en permanence » (7) Il faut rendre cette justice à Bergson qu'il fut un pionnier en une époque dominée par un faux intellectualisme, et un déterminisme psychologique absolu.

Péguy développe toutes les conséquences de la redécouverte de Bergson, en métaphysique, en morale, en économie. **« C'est dire que c'est la révolution bergsonienne qui sur toute la ligne de bataille et d'un seul et même mouvement a rompu l'infécondité, la servitude et la mort intellectuelle moderne. Per totam aciem, sur toute la ligne de bataille et d'un seul et même mouvement, d'un mouvement instantané, elle a rompu tout**

(6) Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne texte resté inédit à la mort de Charles Péguy. Pléiade : œuvres en prose, 1909-1914.

(7) Cf. Pierre Boutang *Ontologie du secret* p 465 à 477.

le matérialisme, tout le déterminisme tout le mécanisme, tout l'intellectualisme. » D'une certaine façon, le bergsonisme était aussi un mouvement révolutionnaire contre l'argent, le règne infécond de l'argent, le régime matérialiste de l'argent.

Bergson a écrit de ces pages de Péguy sur son œuvre : « Beaucoup m'ont fait l'honneur d'écrire sur moi ; personne ne l'a fait comme Péguy. Il avait un don merveilleux pour franchir la matérialité des êtres, les dépasser et pénétrer jusqu'à l'âme. C'est ainsi qu'il a connu ma pensée essentielle, telle que je ne l'ai pas encore exprimée, telle que je voudrais l'exprimer. » (8) C'est donc que Péguy avait été en avant de lui. C'est aussi qu'il était déjà beaucoup plus loin, et qu'en lui le très grand poète était né, un poète de la race de Dante, poète de la création et de la création rachetée. Laissons le poète. C'est l'autre univers de Péguy qui s'entrouvre à nous avec ses horizons immenses. Seul Claudel peut lui être comparé en notre siècle.

Nous n'avons retenu que le politique, le socialiste, le patriote. Nous avons vu quel drôle de républicain, c'était. Un vrai

républicain, un homme de vertu. Ils sont rares et ont généralement un goût médiocre pour la démocratie.

Il faut que notre temps entende ce politique qui éclaire sur la vraie politique. Il faut écouter ce socialiste qui nous donne la seule doctrine socialiste qui vaille, à la fois joyeuse, enracinée dans notre peuple. Écouterons-nous le républicain ? Oui sans doute, mais nous aurons moins d'indulgence pour 93 et Robespierre. Et nous entendrons surtout son dernier mot sur la question.

« Et aujourd'hui si l'on nous présentait un roi qui fût de la catégorie de Saint Louis tout le monde en serait. Si l'on nous présentait un roi qui fût un bon roi de baronnage, tout le monde en serait. Si l'on nous présentait un roi qui fût un roi de chevalerie, tous les hommes de cœur en seraient. Si l'on nous présentait un roi qui fût un roi de politique, tous les hommes de tête en seraient... » (9)

Ce qui est sûr en tout cas c'est que la révolution selon Péguy reste à faire.

Gérard Leclerc

(8) Cité par Roussel dans Péguy. Classiques du XXe siècle. Edit. Universitaires.

(9) Note conjointe sur M. Descartes.

Philippe ROUSSEL

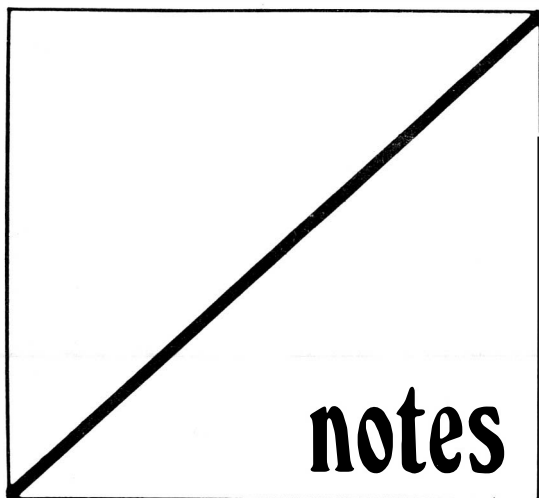
Chasseurs au combat

éd : France Empire

Amour et patience. Voilà ce qu'il a fallu, voilà ce qui a permis à Ph. Roussel de réussir cet ouvrage sans prétentions, mais d'une grande richesse d'informations.

Un tel livre plaira donc à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il est indispensable à celui qui se passionne d'aviation.

Témoignages, la plupart du temps recueillis directement, anecdotes, tableaux et dessins, reconstituent avec bonheur l'épopée du monoplace, et restituent avec fidélité l'atmosphère de cette époque.



Jacques Levron

LE BON ROI RENÉ

(Arthaud)

Cette réédition, très agréablement illustrée, mérite d'être signalée. C'est le siècle de Jeanne d'Arc que nous restitue cet élégant exposé de 220 pages qui se lit comme un roman.

Naples, Anjou, Lorraine, duché de Bar, le Roi René l'un des derniers grands féodaux se montre en même temps mécène, poète, peintre et grand bâtisseur. Aimable au petit peuple si durement éprouvé par la Guerre de Cent ans, sa réputation de « *Bon Roi* », a traversé les siècles, et n'a rien d'usurpé, nous démontre J. Levron.

Agréable récréation pour nous, également, que l'histoire de ce généreux chevalier qui accourt rejoindre Jeanne pour sacrer le Roi à Reims, s'en va perdre un royaume à Naples, institue une bergerie modèle en Provence, écrit un « *traité des tournois* », et veut bien finir par céder au tenace Louis XI le retour de l'Anjou et de la Provence à la couronne de France.

Benito Caceres

LOISIRS ET TRAVAIL DU
MOYEN-AGE A NOS JOURS

(Le Seuil)

L'exploration du passé, dans le domaine des loisirs, est loin d'être inutile pour nous aider à comprendre un phénomène aussi important. L'histoire du loisir reste à faire, mais cet ouvrage pose déjà plus d'un point de repaire indispensable. (Rappelons que le thème de notre précédent numéro – N° 8 Juillet-Août – était consacré à la Société des Loisirs).

Alain Juranville

PHYSIQUE DE NIETZSCHE (Denoël-Gonthier)

Par un jeune philosophe, un essai de haute valeur sur la philosophie de la vie selon Nietzsche. Une synthèse assez forte sur ce système de volonté de puissance qui caractérise la pensée de Nietzsche.

Pour vous abonner

Nom

Prénom

Adresse

..... Code postal

Code postal

Profession

Souscrit un abonnement (six mois, un an normal, un an soutien « 1 ») à la revue arsenal à partir du numéro

et verse ce jour la somme de

fait à le

Signature

Les abonnements doivent parvenir à
ARSENAL 17, rue des Petits-Champs
75001 Paris accompagnés de leur montant (par chèques bancaires à l'ordre d'ARSENAL, par mandats, virements postaux à l'ordre d'ARSENAL CCP : La Source 30-737-24).

L'abonnement normal
1 an — 10 numéros 60 fr

L'abonnement normal
6 mois — 5 numéros 35 fr

L'abonnement de soutien
1 an — 10 numéros 150 fr

Pour vos amis

Donnez-nous le nom et l'adresse des personnes de votre entourage susceptibles d'être intéressées par ARSENAL. Nous leur ferons parvenir l'un de nos prochains numéros.

Nom, prénom

Adresse

Profession

Nom, prénom

Adresse

Profession

Nom, prénom

Adresse

Profession

Arsenal

Directeur de la Publication
Yvan Aumont

Directeur d'Arsenal
Bertrand Renouvin

Rédacteur en chef
Philippe Dillmann-Büchel

Comité de Rédaction
Arnaud Fabre
Michel Giraud
Yves Carré
Gérard Leclerc
Michel Ledoyen
Georges-Paul Wagner

Christian Delaroche
François Fleutot

Composition
Edi-BM

Imprimerie
Design-Graphic

Publicité
SNPF
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris
tél. : 742-21-93

Diffusion
NMPP

ARSENAL
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris tél. : 742-21-93
CCP : Arsenal La Source 30-737-24 revue
mensuelle éditée par la Société Nationale
de Presse Française.

Vous trouverez ARSENAL dans la région parisienne...

324 rue St-Honoré
36 bd St-Germain
7 rue St-Victor
33 rue Gay-Lussac
49 bd St-Germain
149 bd St-Germain
82 bd St-Michel
65 rue de Rennes
113 bd St-Germain
3 carrefour de l'Odéon
16 rue des Saints-Pères
1 av. Matignon
63 av. des Champs-Élysées
84 av. des Champs-Élysées

Paris 1°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 7°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°

22 rue Quentin-Bauchart
15-17 rue de Rome
90 rue du Rocher
6-8 bd des Capucines
8 bd de Montmartre
112 rue St-Charles
114 rue de Sèvres
34 rue du Dr-Blanche
12 rue de Passy
4 bd de Charonne
5 rue E.-Deloison
14 place du Marché
3 rue Bellini

Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 9°
Paris 9°
Paris 15°
Paris 15°
Paris 16°
Paris 16°
Paris 20°
92 Neuilly
92 Neuilly
92 Puteaux

... et en Province

Dans les villes de Besançon, Aix-en-Provence, Angers, Amiens, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Gre-

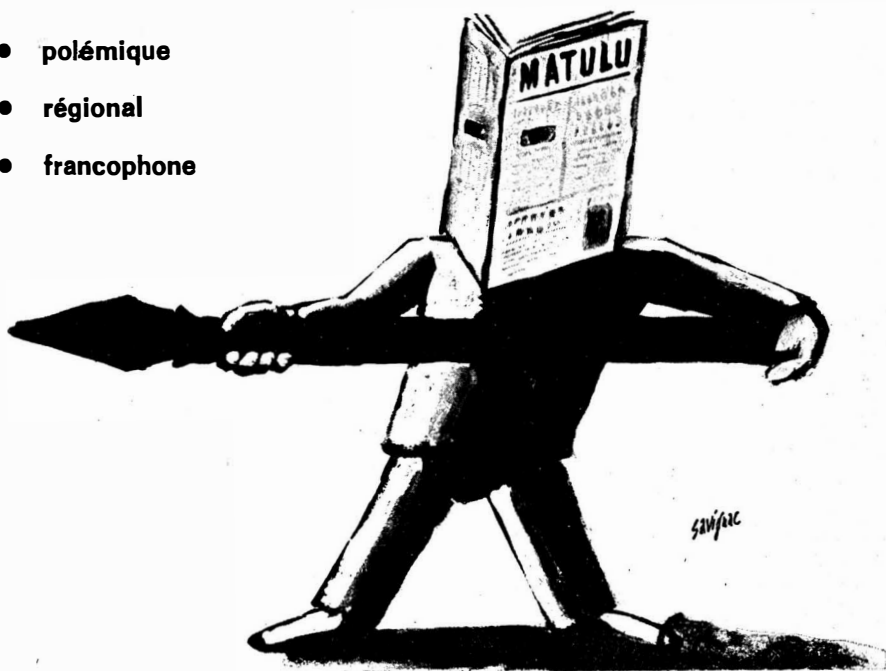
noble, Lille, Lyon, Montpellier, Marseille, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulon et Toulouse.

MATULU

mensuel littéraire et artistique

Rédacteur en chef : Michel Mourlet

- polémique
- régional
- francophone



(dessin de SAVIGNAC)

L'ensemble de MATULU m'a paru très remarquable, mieux, très salubre, au sens et au niveau où Rimbaud écrit : « Mais que salubre est le vent ! »

Roger CAILLOIS, de l'Académie Française.

**MATULU franchit le cap
de sa troisième année d'existence sous le signe de
L'ANNEE MOLIERE**

Le numéro : 2fr50 (CCP Paris 561 08)

Un spécimen gratuit choisi parmi les derniers numéros antérieurs encore disponibles sera adressé aux lecteurs d'ARSENAL qui en feront la Demande.

MATULU - 6, rue Papillon 6 - 75009 PARIS.

